

Femmes et crises urbaines

Relations de genre et stratégies pour gérer des environnements précaires dans des pays du Sud et de l'Est

Women and urban crises

Gender sensitive strategies for managing critical urban environments in the South and in Eastern Europe



Résumé d'un projet MOST-UNESCO soutenu par la DDC (Direction pour le Développement et la Coopération suisse) et la CNSU (Commission Nationale Suisse pour l'UNESCO).

A UNESCO-MOST project supported by the Swiss Agency for Development and Cooperation and the Swiss National Commission for UNESCO



Femmes et crises urbaines

Relations de genre et stratégies pour gérer
des environnements précaires dans des pays du Sud et de l'Est

Women and urban crises

Gender sensitive strategies for managing critical urban
environments in the South and in Eastern Europe



**Préparé dans
le cadre
du programme
de l'UNESCO
“ Gestion
des transformations
sociales ”
(MOST).**

**A project
prepared
within
the framework
of UNESCO's
“ Management
of Social
Transformations ”
programme (MOST).**

Crédits photos :

photos Brésil : **Sonia Alves Calio, François Hainard**

photo Argentine : **Alvaro San Sebastian**

photos République Dominicaine : **Isabel Rauber, Yvonne Preiswerk**

photos Burkina Faso : **François Hainard**

photos Sénégal : **Yvonne Preiswerk, François Hainard, Germán Solinís**

photos Roumanie : **Pierre-William Henry**

photo Cuba : **Christine Verschuur**

photo couverture : “ **Favela Gamboa, Brésil** ”

Résumé préparé par :

François Hainard

Christine Verschuur

Malika Wyss M'Zali

Traduction à l'anglais :

Philip Dresner

Mise en page :

Delphine Corcelle

Ce travail a été réalisé avec le soutien financier de la Direction pour le Développement et la Coopération (DDC) de la Suisse, de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO et du programme MOST de l'UNESCO.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et n'engagent pas la responsabilité de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

© UNESCO

Editions EDES - ISBN 2-8305-3070-5

Femmes et crises urbaines

Relations de genre et stratégies pour gérer
des environnements précaires dans des pays du Sud et de l'Est

Women and urban crises

Gender sensitive strategies for managing critical urban
environments in the South and in Eastern Europe



Responsables des rapports des équipes de recherche :

(voir adresses page 85)

Burkina Faso : **Mme Kadidia Tall**

Sénégal : **M. Mohamadou Abdoul ; ENDA Dialogues Politiques**

Argentine : **M. Alvaro San Sebastian**

Brésil : **Mme Sonia Alves Calio**

République Dominicaine : **Mme Isabel Rauber**

Bulgarie : **Mme Iskra Dandolo**

Roumanie : **Mme Cosima Rughinis**

Responsable du projet auprès du programme MOST de l'UNESCO :

Germán Solinís

Coordination :

François Hainard

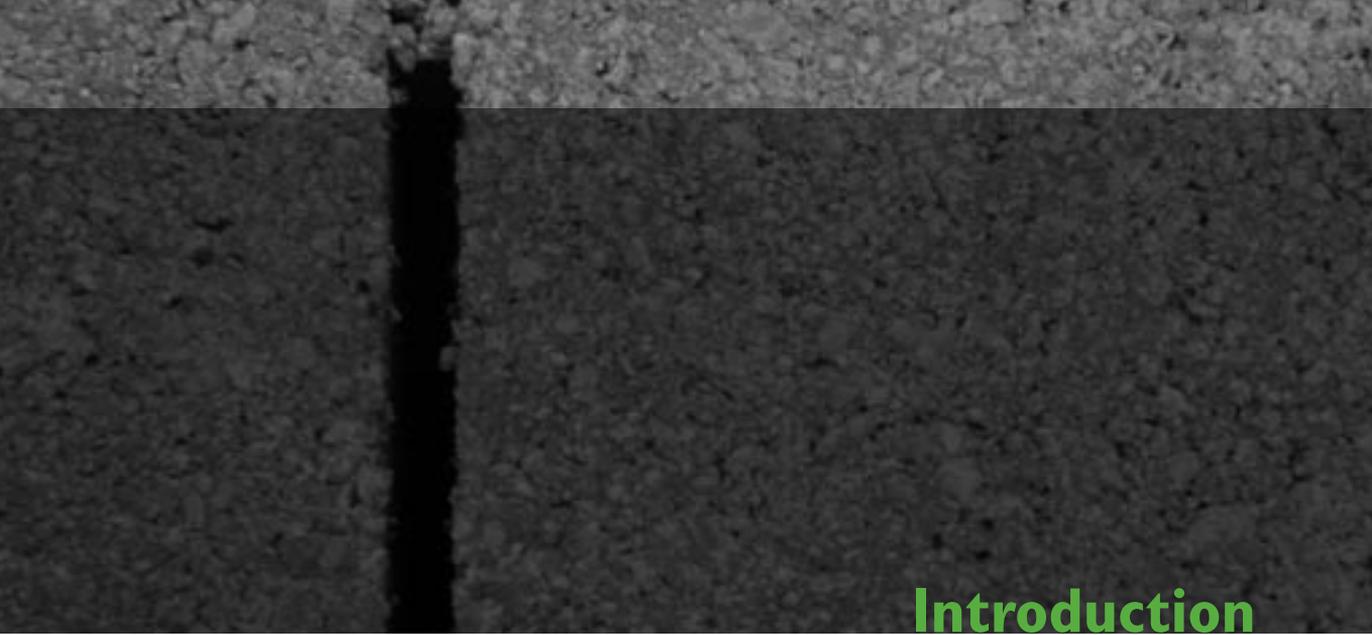
Christine Verschuur

Contents

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 10 |
| 1. Critical urban environments in the South Gender-specific perceptions and uses of the city | 12 |
| 2. Originality and objectives of this UNESCO-MOST project | 26 |
| Objectives | 28 |
| Structure | 32 |
| 3. Urban realities and gender relations in seven developing and transition countries | 34 |
| The Manzanera women of San Cayetano (Argentina): a welfare programme | 36 |
| The women's group of Gamboa II favela, Santo André (Brazil): a fight for decent, stable housing | 40 |
| The women of Ciénaga and Guandules, Santo Domingo (Dominican Republic): voiceless yet crucial actors in neighbourhood development | 46 |
| A grass-roots women's association in Ouagadougou (Burkina Faso): managing and recycling waste | 52 |
| The women's economic interest groups of Santhiaba (Senegal): networking | 58 |
| The Besistene neighbourhood of Iambol (Bulgaria): family survival strategies | 64 |
| Zabrauti, a Rom neighbourhood of Bucharest (Romania): endangered ethnic identity | 68 |
| Conclusion and prospects | 74 |
| Further reading on this project | 84 |
| Addresses of the research teams | 85 |

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 8 |
| 1. Environnements urbains précaires dans les pays du Sud. Différences de perception et d'utilisation de la ville par les hommes et les femmes | 13 |
| 2. Originalité et objectifs de la recherche MOST-UNESCO | 27 |
| Les objectifs de la recherche | 29 |
| Le cadre de la recherche | 33 |
| 3. Réalités urbaines et rapports sociaux entre hommes et femmes dans sept pays du Sud et en transition | 35 |
| Les femmes manzaneras dans le quartier de San Cayetano en Argentine : un programme d'aide sociale | 37 |
| Le groupe de femmes de la favela Gamboa II, à Santo André au Brésil : une lutte pour un logement décent et stable | 41 |
| Les femmes des quartiers de Ciénaga et des Guandules en République Dominicaine : participer à la planification du quartier | 47 |
| Une association féminine dans un quartier de Ouagadougou au Burkina Faso : gérer et valoriser les déchets ménagers | 53 |
| Les femmes de Santhiaba, au Sénégal : les réseaux des Groupements d'intérêts économiques féminins | 59 |
| En Bulgarie, le quartier de Bésistène à Iambol : stratégies familiales pour la survie | 65 |
| Zabrauti, quartier Rom de Bucarest en Roumanie : vers des replis identitaires | 69 |
| Conclusion et perspectives | 75 |
| Autres publications sur ce projet | 84 |
| Adresses des responsables des équipes de recherches | 85 |



Introduction

D'ici l'an 2005 plus de la moitié de la population mondiale vivra dans des villes. L'urbanisation croissante de la population entraîne dans les pays du Sud de rapides transformations des conditions de vie et des rapports sociaux, notamment ceux entre hommes et femmes. C'est tout particulièrement vers les femmes les plus défavorisées vivant en zones urbaines que se concentrent des problèmes qui dérivent de l'orientation actuelle du développement : féminisation de la pauvreté et dégradation de l'environnement sont deux processus parallèles et liés.

Face aux difficultés de gestion et de gouvernance des villes, quelles perspectives vont marquer les pays du Sud dont la population urbaine devrait tripler en trente ans ? Peut-on puiser dans l'analyse des situations actuelles, l'inspiration et les idées pour redonner aux villes le rôle qui devrait être le leur, celui de catalyseur du progrès et d'épanouissement ? Quels apports l'analyse des mouvements urbains de

base, où la participation des femmes est majoritaire, peut-elle fournir à ceux qui définissent ou orientent les politiques urbaines ?

Les carences de réflexion sur la manière dont les relations de genre interviennent dans les thèmes de la ville et de l'environnement, de même que la nécessité et l'urgence de donner un pouvoir qui revient légitimement aux femmes dans les mouvements de base, sont à l'origine de la recherche comparative dont nous présentons ici quelques éléments.

Cette recherche, soutenue par la Commission nationale suisse pour l'UNESCO et la Direction pour le Développement et la Coopération suisse a été présentée au programme MOST de l'UNESCO et approuvée par son Comité scientifique. Elle a démarré en juillet 1997 dès l'obtention des fonds nécessaires et a été reconduite en 2001 pour une nouvelle période de trois ans.

Construite sur un réseau d'institutions de recherche d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, la recherche tente de suivre les principes de la recherche-action. Parmi ses objectifs se trouvent celui de fournir des connaissances aux intervenants sur la ville et son environnement, aux décideurs, aux responsables techniques et à la population, celui de contribuer à une réflexion théorique urgente et celui de constituer un réseau durable de recherche et d'expertise internationale en ce domaine.

Cette plaquette présente certains éléments de la recherche qui nous semblent particulièrement importants. L'ensemble des résultats a paru dans un ouvrage collectif édité sous la direction de François Hainard et de Christine Verschuur, coordinateurs du projet.

Introduction

More than half the world's population will be living in cities by the year 2005. The increasing urbanization of populations in the South is triggering rapid changes in living conditions and social relations, especially between the genders. Disadvantaged urban women bear much of the brunt of the problems stemming from the current thrust of development: environmental degradation and feminization of poverty are parallel yet interrelated processes.

Given that they are already struggling with city management and governance, how are the countries of the South going to cope with an urban population that is set to triple over the coming thirty years? Can analysis of present-day situations serve as a source of the ideas and inspiration needed to restore cities to their erstwhile role as catalysts of progress, prosperity and fulfilment? What inputs can analysis of urban grass-roots movements, most of whose active members are women, offer urban policy-makers and managers?

The comparative research described in this brochure originally began in response to the lack of thought being devoted to the ways in which gender relations influence urban and environmental issues; and the urgent need to ensure that women's empowerment be legitimately gained through their involvement in grass-roots movements.

The project, with the backing of the Swiss National Commission for UNESCO and Swiss Agency for Development and Cooperation, was presented to the UNESCO-MOST programme and approved by latter's Scientific Steering Committee. Work began in July 1997, once it had received the necessary funding, and was extended in 2001 for a further three-year period.

Underpinned by a network of West African, Latin American and Eastern European research institutions, the project has sought to follow the principles of action-oriented research. Its objectives, inter alia, have been to:

- supply knowledge to those involved in managing the city and its environment: decision-makers, technical managers and grass-roots organizations;
- foster urgently needed theoretical debate;
- build a sustainable international network of researchers and expertise.

This brochure presents some of what we regard as the most significant features of the work. Its findings have been published unabridged in a book edited by the project coordinators (Hainard, Verschuur et al., 2001).

**Critical urban environments
in the South
Gender-specific perceptions
and uses of the city**

**Environnements urbains précaires
dans les pays du Sud.
Différences de perception et d'utilisation
de la ville par les hommes et les femmes**



Urban environmental control and management appears set to become one of the major global challenges of the twenty-first century. The problems affecting cities and their environments are most critical in the South where half of the total population will have been urbanized by the year 2005 (compared to just a quarter in 1975). That means over four billion city-dwellers in countries whose governments are already failing to cope with the current needs. With inequalities between social groups and neighbourhoods growing deeper, globalization and neoliberalism are having a significant impact on access to basic services, changes in work-not least for women-and social and gender relations.

Our case studies reveal the diversity, scale and seriousness of the problems faced by people living in insecure neighbourhoods: environmental quality degradation (contamination of air, water and soil, traffic pollution etc.); housing built on unsuitable land (exposed to the threat of flooding, desertification, contaminants from nearby industrial plants, etc.); overcrowded slums masquerading as homes, often in illegal settlements (as is the case for 30-60% of city-dwellers in the South); deficient basic infrastructure and services (poorly maintained roads, little or no public transport, public lighting, recreational areas, parks and gardens, etc.); scarce job opportunities and severe health hazards resulting from the transformation of work; increasingly unequal gender relations; women being burdened with an ever-greater share of daily responsibilities; feminization of poverty; marginalization and increasing social exclusion; escalating violence.

The decisions taken to tackle these serious problems-more often than not without the participation of those most concerned by and committed to resolving them, i.e. the inhabitants themselves, especially the women-have fallen glaringly short of the mark.

La gestion et le contrôle de l'environnement urbain constituent à coup sûr l'un des plus grands défis du XXI^e siècle pour l'ensemble de la planète. Dans les pays du Sud, les problèmes de la ville et de son environnement se posent avec une acuité et une urgence encore plus grandes qu'ailleurs. La population urbaine représentera en 2025 la moitié de la population totale de ces pays, alors qu'elle n'était que le quart en 1975. Ces pays compteront plus de quatre milliards de citoyens en 2025, alors qu'aujourd'hui les gouvernements ne peuvent déjà plus faire face aux besoins les plus urgents. Les inégalités sociales s'approfondissent, la mondialisation et le néo-libéralisme ont des incidences considérables sur les transformations du travail, notamment celui des femmes, sur l'accès aux services de base et sur les rapports sociaux et de genre.

Les situations étudiées montrent bien l'urgence, l'ampleur et la diversité des problèmes auxquels sont soumis les habitants, et en particulier les habitantes de ces quartiers. Dégradation de la qualité de l'environnement par la pollution de l'air, de l'eau et du sol, et par les nuisances dues au trafic ; logements construits en zones non appropriées (inondables ou désertiques, à proximité de zones de contamination industrielle,...) ; taudis surpeuplés en guise de logements, souvent en occupation illégale (pour 30 à 60 % des citoyens des pays du Sud) ; carence d'infrastructures de base et de services (routes non entretenues, insuffisance voire absence de transport en commun, d'éclairage public, d'espaces de convivialité et de zones vertes, ...) ; manque d'offre de travail et risques élevés pour la santé découlant des transformations du travail ; alourdissement du fardeau des femmes lié à leurs responsabilités quotidiennes croissantes, rapports sociaux toujours plus inégaux entre hommes et femmes, féminisation de la pauvreté, accroissement de l'exclusion, approfondissement des inégalités sociales et violence sont le lot des habitants de ces quartiers.

Le décalage entre l'ampleur de ces problèmes et les mesures qui sont prises est flagrant, décisions sauf exception sans participation des habitants des quartiers, et en particulier des femmes, pourtant les plus concernées et les plus impliquées pour les résoudre.

Women do not perceive or utilize urban spaces and environments in the same way as men

Men and women perceive, interact with and utilize their city differently in line with their respective roles and responsibilities as defined by a gender-based division of labour. With the exception of recent work on employment and the labour market, however, research on urban issues has been too short-sighted to spot the distinctions between men's and women's needs or their differing views of, proposals for and contributions to the functioning of cities. Gender relations rooted in relationships of power, be it in the domestic or public sphere, engender inequalities that, at city level, are reflected in gender-biased access to decision-making, for instance.

In order to mainstream a gender perspective in urban development-oriented policy-making, women must have fair and equal access to decision-making. Women's empowerment has therefore been one of the main threads running through our action-oriented research. Our work on empowerment processes in urban squatter settlements has enabled us to pinpoint the difficulties involved in, and/or opportunities opened up for, social change in cities.

"Today, it is generally accepted that urban development is constrained by poor management rather than by lack of financial resources and technical expertise"¹. Many cities suffer from an absence of gender-responsive planning and management. Aside from the ethical dilemma of equity, it prevents people's, especially women's, ideas, projects, suggestions and inputs from being considered or upheld in urban planning.

Women do not respond to urban problems in the same way as men. They have a more creative approach to community management. They work tirelessly to maintain social cohesion. The home and the quality of neighbourhood life remain uppermost in their minds. They are able to organize themselves in an effort to produce a better, safer environment and provide the community with basic services (healthcare, childminding, water supply, waste collection and recycling, construction, transport). But they do so without support, social recognition or the opportunity to occupy their rightful place in the urban policy decision-making process. Their creative ideas absolutely have to be heard. More importantly, thought must be devoted to finding a different approach to city management based on gender-balanced decision-making and, hence, calling for the transformation of gender relations.

Les hommes et les femmes perçoivent et vivent différemment l'espace et l'environnement urbain

Les hommes et les femmes perçoivent, vivent et utilisent leur ville différemment, compte tenu de leurs rôles et responsabilités respectives dans une division du travail façonnée selon le genre. Or la recherche sur les questions urbaines, en dehors de travaux récents sur l'emploi et le marché du travail, est restée myope quant aux distinctions des besoins hommes/femmes, ainsi que de leurs différentes représentations, propositions et contributions au fonctionnement des villes. Les relations de genre exprimant des relations de pouvoir, tant dans la sphère domestique que publique, les inégalités qui en découlent se traduisent au niveau de la ville par des inégalités en termes d'accès au processus de décisions. Nous appelons cet ensemble de notions " la perspective de genre " dans le développement urbain.

Inclure une perspective de genre dans le développement urbain passe ainsi obligatoirement par travailler à un accès plus équitable des femmes au pouvoir. L'*empowerment* des femmes a donc représenté le fil conducteur de nos recherches. La recherche-action sur les processus d'*empowerment* dans les différents terrains a permis d'éclairer les difficultés et/ou opportunités ouvertes pour les changements sociaux urbains.

" Il est généralement admis que le développement urbain est limité par une gestion déficiente plutôt que par manque de ressources financières et d'expertise technique "1, est-il affirmé dans un rapport du programme conjoint " cités durables " du Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Les villes souffrent de l'absence d'une perspective de genre dans leur planification et gestion. Cela ne pose pas seulement un problème éthique d'équité, mais empêche aussi de prendre en considération ou de soutenir les idées, les projets, les propositions et les contributions de tous et notamment des femmes dans la planification urbaine.

Nous savons que les femmes répondent aux problèmes urbains différemment des hommes. Davantage inventives dans la gestion des communautés, elles travaillent constamment au maintien de la cohésion sociale ; le logement et la qualité de vie dans les quartiers restent une obsession ; elles savent s'organiser pour améliorer l'environnement et la sécurité, initier et développer des services (santé, garde d'enfants, eau, recyclage des déchets, construction, transport). Mais elles le font sans appui, sans reconnaissance

Gender is becoming a core category in analysis of social relations and human development around the world. Its emergence as such coincided with the first critical analyses of development theories and the rise of feminist movements in the North and in the South (the latter often being a source of inspiration for feminist research in the North).

“Gender” is about relationships between men and women. It is a “primary way of signifying relationships of power”² where women occupy a subservient position in the domestic sphere, the community and society as a whole. Most gender-related studies, analyses and recommendations, however, have tended to ignore gender relations per se and to concentrate strictly on women. This has left the feminine identity overexposed as a social construct, while the masculine identity remains a fact of life, a relatively unchallenged norm.

A new way of thinking on cities and the urban environment is needed, and it depends on there being a change in gender relations and in the shape of identities, masculine and feminine alike.

¹ UNCHS-UNEP, 2000, *Integrating Gender Responsiveness in Environmental Planning and Management*, Sustainable Cities Joint Programme, Nairobi

² Scott, J., 2000, “Genre, une catégorie utile d’analyse historique”, in : Bisilliat, J., et Verschuur, Ch., *Le genre, un outil nécessaire*, Cahiers Genre et Développement, n°1, L’Harmattan, Paris.

sociale et sans occuper la place qui serait due dans les instances de décision politique. Mettre leur créativité en lumière est fondamental, réfléchir à une gestion différente de la ville en transformant les relations de genre avec un accès équitable des femmes et des hommes aux décisions l'est plus encore.

La notion de genre devient incontournable dans les analyses qui traitent des rapports sociaux et du développement humain dans le monde. Elle est apparue simultanément aux analyses critiques des théories de développement et à l'essor des mouvements féministes, au Nord comme au Sud, même si les mouvements du Sud ont souvent inspiré la recherche féministe au Nord.

Parler de " genre ", c'est s'intéresser aux rapports sociaux entre hommes et femmes, puisqu'il s'agit d'une notion relationnelle. " Le genre est une façon première de signifier des relations de pouvoir "2, avec une subordination des femmes qui apparaît à la fois dans les sphères domestique, communautaire et dans la société dans sa globalité. Mais il faut bien avouer que, malgré les intentions déclarées, la plupart des observations, des analyses et des recommandations en terme de genre, au lieu de s'intéresser aux rapports entre hommes et femmes, se centrent prioritairement sur ces dernières. Il y a maintenant comme une sur-visibilité de l'identité féminine comme construit social, alors que l'identité masculine apparaît comme un donné, une norme que l'on questionne peu.

Penser différemment l'espace et l'environnement urbain passe ainsi par la transformation des rapports de genre et des identités non seulement féminines mais aussi masculines.

Women spend longer in the home and neighbourhood than men

The home is the space where women do a large share of the work involved not only in reproduction (domestic management, upkeep of the family group, etc.), for which they are almost entirely responsible, but also in production (e.g. informal-sector piecework). Women do not look upon the home in the same way as men. Most men tend to use it as a “flophouse”, whereas for women it is the place where the domestic and productive spheres combine.

Women also spend more time than men at neighbourhood level, where they carry out some of their reproductive and community work. So they are more directly affected by its environmental problems and more exposed to the health and safety hazards due to overpopulation, inadequate or remote basic services, poor drainage, sanitation and waste disposal systems, and so on. There is the danger, for instance, that the improvised waste incineration sites operating in close proximity to houses might spark a fire, and these are densely populated areas with no access to emergency services.

Even in the light of these serious shortcomings, the house is highly valued in the eyes of man and woman alike. The former, however, sees it more in terms of its potential as capital, while for the latter it represents a guarantee of stability, a strategic means of laying down roots and a base from which to weave her networks of support and solidarity. Eviction would deal a crushing blow to hope and to the struggle against hardship.

Les femmes passent une part beaucoup plus importante de leur temps dans la maison et dans son environnement immédiat.

Le logement est l'espace où les femmes réalisent une grande partie des tâches dans le domaine de la reproduction qui leur reviennent presque entièrement (gestion de la sphère domestique, entretien du groupe familial,...), ainsi qu'une partie importante de leurs tâches de production (travail à la pièce, dans le secteur informel, ...). Le logement est perçu différemment par l'homme ou la femme. Alors que pour l'homme, il fait office de " dortoir " dans la plupart des cas, pour la femme, il est l'endroit où s'enchevêtrent le domestique et le productif.

De même, parce que les femmes sont aussi généralement plus présentes que les hommes au niveau du quartier où elles réalisent certaines tâches reproductives et d'ordre communautaire, elles sont aussi autrement exposées et affectées que les hommes par les problèmes environnementaux de cet espace à proximité du logement. Ainsi, l'insuffisance ou l'éloignement des services de base, la promiscuité, le manque de drainage et de systèmes d'assainissement, d'enlèvement et de gestion des déchets sont sources de maladies et d'accidents. Les lieux improvisés d'incinération des déchets à proximité de logements créent des risques d'incendie, aggravés par la densité de population et le manque d'accès des secours.

Malgré ses graves insuffisances, le logement constitue certes une valeur essentielle, mais différente pour l'homme et la femme. Si pour les hommes, il est davantage synonyme de capital, et est donc échangeable, pour les femmes, avoir un logement correspond à une garantie de stabilité, à une stratégie d'enracinement permettant de tisser des réseaux d'entraide et de solidarité. En être évincée représenterait la fin de l'espoir et de la lutte pour s'en sortir.

Politicians, town planners, architects,... do not take account of these differences

The politicians, consultants, architects, town planners and other-generally male-actors involved in urban planning, management and development-related decision-making neither recognize the specific needs of men and women nor take account of their differing views on, suggestions for and contributions to the functioning of a city.

Gender-specific uses of the domestic space are not, as a rule, reflected in urban planning and architecture, legislation or in local authority housing schemes.

Urban planning is characterized by the spatial separation of work, home and leisure-related activities. These divisions also fail to reflect the needs and interests of women, for whom the three spheres are inextricably interlinked. As cities spread, distances between the various activity-specific areas grow greater and people have further to travel between them. This is making it even harder for women to play their allotted roles and meet society's many expectations of them. An example of gender-blind urban planning is the fact that decision-makers and planners do not take account of the different ways in which men and women use urban transport systems.

Ces différences ne sont pas prises en compte par les politiques, les urbanistes, les architectes, ...

Les hommes politiques, les experts, les architectes, les urbanistes et tous ceux, généralement hommes, qui décident de la gestion, l'aménagement, la planification de la ville et de ses espaces n'intègrent pas les besoins spécifiques des hommes et des femmes, ni leurs visions, propositions et contributions différentes au fonctionnement des villes.

Les différentes utilisations par les hommes et les femmes de l'espace logement ne sont généralement pas prises en compte dans la planification urbaine et la conception des logements, dans la législation ou l'accès aux programmes de logements sociaux.

La planification urbaine est, par ailleurs, caractérisée par la séparation spatiale des activités liées au travail, au logement et aux loisirs. Cet éclatement ne correspond pas non plus aux besoins et intérêts des femmes, pour lesquelles ces trois domaines sont étroitement imbriqués. Avec le développement des villes s'accroissent les distances entre ces différentes parties de la ville, donc les distances nécessaires à parcourir entre elles, d'où les difficultés pour les femmes à répondre aux attentes multiples de la société compte tenu des rôles qui leur sont assignés.

Les différences d'utilisation des transports urbains par les hommes et les femmes par exemple, ne sont pas, non plus, prises en compte par les concepteurs et les décideurs.

Structural adjustment programmes have led to the state’s withdrawal from many basic services that are crucial to community life (education, health, environmental, etc.). Globalization is increasing social and economic disparities. Given the scale of the social, economic and environmental problems affecting some neighbourhoods, one wonders what strange form of « invisible adjustment” is enabling families, cities and the economy to continue functioning. With men finding it increasingly difficult to secure an income, women are shouldering ever-greater financial responsibilities—covering costs formerly shared with their spouse—and taking over a raft of services previously (and more effectively) provided by the state. It is furthermore the case that the percentage of women “heads of households” is on the rise (some 30% of households in the world today). They are de facto heads, the sole or main breadwinners. The low-paying informal sector, relatively unprotected homework and the feminization of labour in health-threatening industries are growing. In the event of an emergency, even though they are already overworked and overburdened, women throw themselves into the breach to shore up and improve the environment. And they consistently come up with often radically different ideas from the men for resolving a host of problematic situations.

Women have therefore seen their workload triple: bearing sole responsibility for work in the domestic sphere (a burden made all the greater by the current conditions in some cities, especially in the South); having to account for an ever-larger share of household income (in ever-harder and inequitable circumstances); running community services no longer provided by the state.

“ L’ajustement invisible ” par les femmes

Les “ programmes d’ajustement structurels ” ont induit un désengagement des Etats pour de nombreux services de base (éducation, santé, environnement,...) bien qu’essentiels à la bonne marche des communautés. La mondialisation a accru les disparités sociales et économiques. Face à l’ampleur des problèmes environnementaux, sociaux et économiques dans ces espaces urbains, par quel étrange “ ajustement invisible ” l’économie, les villes, les familles continuent-elles malgré tout de fonctionner ? Devant les difficultés croissantes des hommes à obtenir des revenus, on observe une responsabilité économique grandissante des femmes, ainsi qu’une prise en charge de différents services auparavant (mieux) assumés par l’Etat ou dont les frais étaient partagés avec le conjoint. On observe aussi une augmentation du nombre de femmes “ cheffes de ménage ”, “ cheffes ” de facto, parce que soutien économique unique ou principal. Celles-ci représentent en moyenne, au niveau mondial, 30 % des ménages. Le secteur informel (peu rémunérateur), le travail à domicile (peu protégé), la féminisation de la force de travail dans les industries les plus nocives à la santé, prennent une importance grandissante. Dans les situations “ d’urgence ”, on observe que les femmes, déjà surchargées et surexploitées, s’attaquent à l’amélioration de l’environnement. Face aux nombreuses situations problématiques, elles apportent inlassablement des réponses, souvent différentes de celles des hommes.

Le fardeau de travail des femmes s’alourdit ainsi triplement : elles assument seules les charges domestiques (accrues par les conditions actuelles des cités des pays du Sud) ; elles fournissent une part croissante des revenus dans une conjoncture plus défavorable et inéquitable ; elles participent de façon grandissante à la prise en charge communautaire des services que l’Etat n’assure plus ou pas.

Originality and objectives of this UNESCO-MOST project

Originalité et objectifs de la recherche MOST-UNESCO



Study the links between gender relations, urban environment and development.

In the past, the social, cultural, economic and political facets of the urban environment have been tackled (by policy-makers, urban planners, social scientists and all those dealing with development or the environment) without stopping to consider either gender inequalities and the power struggles they create, or the key role played by women in urban environmental dynamics. Yet gender and (urban and sustainable) environment are interconnected subjects and should be recognized as such. First of all in order to promote equity: leaving aside the ethical questions raised by gender-biased treatment, the fact that women have been overly confined to a background role has contributed to a useless perpetuation of under- or unsuccessful development. Beyond seeking to facilitate women's access to the political and economic spheres, this calls for a reappraisal of sexual divisions (at work and in decision-making). Second of all, links must be established between gender and the environment because-given the state's withdrawal of, if not disengagement from, public service provision-sustainable development and a sustainable environment depend on the differing roles, resources, needs and interests of both men and women being recognized and represented.

Mainstream a gender perspective in urban environmental and development-oriented public policy-making.

Our aim here has been to work out another kind of development that supports women's empowerment. Despite their deep involvement in everyday problem-solving, not to mention their key role in organizing the community and mobilizing local resources, women often remain "unseen" or unrecognized actors in the urban space and environment, with no presence in the decision-making authorities and, hence, little or no opportunity to inspire social change.

Empowerment, as we see it, is a process geared to enhancing negotiating capacities at family and collective levels with a view to achieving a more balanced distribution of power. It means more than merely studying the asymmetry of gender relations and how it affects development and the environment. One must also consider how to raise awareness of inequality in those

Penser les liens entre environnement urbain, développement et relations de genre.

Jusque-là, les dimensions sociales, culturelles, économiques, politiques de l'environnement urbain sont abordées (par les politiques, les urbanistes mais aussi par les chercheurs en sciences sociales et tous ceux qui traitent de l'environnement ou de développement) sans s'arrêter d'une part aux inégalités entre sexes et aux rapports de force qui en découlent, ni d'autre part en considérant les femmes comme actrices privilégiées dans la dynamique environnementale urbaine proprement dite. Or, il convient de lier genre et environnement (urbain et durable) tout d'abord pour des raisons d'équité : les femmes ont été trop mises à l'écart, ce qui - au-delà des aspects éthiques d'inégalité de traitement selon le genre - contribue à entretenir inutilement des sous-développements ou des mal-développements. Cela suppose non seulement un accès facilité pour les femmes aux champs économiques et politiques, mais aussi un réexamen de la division sexuelle des tâches et des prises de décision. Ensuite, il faut lier genre et environnement parce que, face au retrait des prestations offertes par les pouvoirs publics (pour ne pas parler de démission ou de désengagement), il faut poser comme conditions préalables à un développement (et un environnement) durable, la reconnaissance et le soutien des différents rôles, besoins et intérêts tant des femmes que des hommes.

Influencer l'élaboration des politiques publiques dans le domaine de l'environnement urbain et le développement en intégrant une perspective de genre.

Il s'agit de penser un développement différent en soutenant l'*empowerment* des femmes. Actrices, souvent " invisibles " ou non reconnues, dans l'espace et l'environnement urbain, très impliquées dans la recherche de solutions aux contraintes de la vie quotidienne, jouant un rôle essentiel dans l'organisation de leur communauté et la mobilisation des ressources locales, les femmes sont pourtant absentes des instances où s'élaborent les décisions et ont donc pas ou peu de possibilités de générer du changement. Par *empowerment*, nous entendons un processus de développement des capacités de négociation, au niveau familial et collectif, pour aboutir à une attribution plus équitable du pouvoir. Il ne suffit pas, en effet, d'interroger

relations, and explore possible alternatives for changing them in such a way as to enable women to play a meaningful part in decision-making and the exercise of power. Beyond a call for more just gender relations in society, the thinking here is that women's empowerment can bring about the necessary social transformations to make a general break with unequal development, and adopt a fresh approach to tackling its concomitant environmental problems.

This prospect, implicitly at least, relies on the extent to which the processes of social transformation can be steered in a given direction. Our research methodology was therefore explicitly designed to enter the realm of social dynamics in order to help the populations concerned change their situation. It involves action-oriented research of the kind normally associated with the social sciences: a specific form of knowledge-building that combines analysis with action in the field, and which calls for the participation of both researchers and the populations being studied. It is based on the idea that those populations are active research subjects, working for their own future; and that the researcher takes part in the action alongside the other actors, remains open to interaction with the field, ready to modify guidelines and prepared to alter the course of the changes accordingly. It is an approach that hinges on efforts to raise the research subjects' awareness and, hence, achieve one of the project's primary objectives: to transform those subjects into actors.

Establish a research network and make it permanent

The third objective has been to create a network of social scientists specialized in the urban environment with a gender perspective; and to strengthen scientific cooperation between countries of the North and South and the transition countries of Eastern Europe.

l'asymétrie des rapports de genre et son implication sur l'environnement et le développement, il faut encore se demander de quelle manière peut-il y avoir conscientisation de l'inégalité de ces rapports sociaux entre les hommes et les femmes et quelles seraient les possibilités de les changer afin de permettre aux femmes une véritable participation aux processus de pouvoir et de décision ? Cette perspective ne repose pas seulement sur une revendication de rapports plus équitables dans la société entre hommes et femmes, mais sur l'hypothèse selon laquelle l'*empowerment* des femmes peut mener à une transformation de la société qui permette non seulement de rompre avec le développement inégal de manière générale, mais aussi de s'attaquer autrement aux problèmes environnementaux qui l'accompagnent.

En se penchant sur les processus de transformation sociale, cette perspective se réfère, au moins de façon implicite, à la possibilité d'orienter ces processus dans une direction bien précise. La méthode employée dans cette recherche s'inscrit précisément dans la volonté d'intervenir dans les dynamiques sociales pour changer la situation des populations concernées. Elle relève de la " recherche-action " qui est une forme spécifique de recherche en sciences sociales. Elle appartient à une pratique particulière de la construction de connaissances dans laquelle, analyse et action de terrain sont liées et impliquent à la fois chercheurs et populations étudiées. Elle se base sur l'idée que les populations étudiées sont aussi des sujets acteurs dans la recherche, agissant sur leur propre futur, et sur le fait que le chercheur, lui-même, acteur parmi les autres, participe à l'action et s'ouvre aux interpellations du terrain. Il se met à disposition pour modifier les schémas d'explication et les directions du changement. Le travail de prise de conscience des sujets impliqués dans la recherche étant un élément essentiel de l'approche, l'un des objectifs majeurs à atteindre est donc celui de travailler à la transformation des sujets en acteurs.

Créer et pérenniser un réseau de chercheurs

Le troisième objectif consiste en la création de réseaux de chercheurs en sciences sociales compétents dans le domaine de l'environnement urbain intégrant une approche genre et au renforcement de la coopération scientifique entre le Nord, le Sud et les pays en transition.

This research project is supported by the Swiss National Commission for UNESCO, the Swiss Agency for Development and Cooperation and UNESCO's Management of Social Transformations Programme. It has had a network of seven research teams in Latin America (Argentina, Brazil and the Dominican Republic), Africa (Burkina Faso and Senegal) and Eastern Europe (Bulgaria and Romania), coordinated by a Swiss-based sociologist and an anthropologist, in place since as early as July 1997.





Ce travail de recherche a été soutenu par la Commission Nationale Suisse pour l'UNESCO, par la Direction du Développement et de la Coopération suisse, ainsi que par le programme MOST de l'UNESCO (Management of Social Transformations ou Gestion des Transformations Sociales). Dès juillet 1997, un réseau de sept équipes de chercheurs, coordonné par un sociologue et une anthropologue en Suisse, a été constitué : en Amérique Latine, la République Dominicaine, l'Argentine et le Brésil ; en Afrique, le Burkina Faso et le Sénégal ; en Europe de l'Est, la Bulgarie et la Roumanie.



Urban realities and gender relations in seven developing and transition countries

**Réalités urbaines et rapports sociaux
entre hommes et femmes
dans sept pays du Sud et en transition**



The Manzanera women of San Cayetano (Argentina): a welfare programme



San Cayetano is a neighbourhood of the Buenos Aires province city of Campana. It is situated 5 km from the city centre and has a population of around 3,000 inhabitants. In addition to living in conditions of extreme poverty, these people also have to endure a host of environmental problems: the threat of neighbourhood flooding, shortages of drinking water, unreliable electricity supply, a lack of public transport and poor roads, and inadequate drainage and waste collection. Essential neighbourhood services have passed into the hands of the private sector due to the increasing withdrawal of state support. Furthermore, the neighbourhood's isolation makes it hard for residents to access basic services and workplaces or for emergency services to reach the area.

The researchers focused on Vida, a welfare programme launched by the authorities and implemented by locally elected women.³ These women, known as Manzaneras, distribute food baskets to pregnant women or families with children under the age of five.

Manzanera women may well be dependent on the programme's initiators, represented at local level by the municipal corporation. But they have man-

Les femmes manzaneras dans le quartier de San Cayetano en Argentine : un programme d'aide sociale

Ce terrain de recherche est en Argentine, dans un quartier de la ville de Campana dans la Province de Buenos Aires. Le quartier, dénommé San Cayetano, est situé à 5 km du centre-ville et compte environ 3.000 habitants. Vivant dans une extrême pauvreté, cette population connaît de surcroît de nombreux problèmes environnementaux : menaces d'inondations du quartier, manque d'eau potable, problèmes de raccordements électriques, manque de transports publics et mauvais état des rues, problèmes d'assainissement et de ramassage des déchets. Les services essentiels au fonctionnement du quartier passent aux mains du privé car l'Etat se désengage de plus en plus de leur prise en charge. S'ajoute à cela l'isolement géographique du quartier qui rend difficile l'accès de la population aux services de base, aux lieux de travail, de même que l'arrivée des services d'urgences.

Les chercheurs se sont intéressés à un programme d'aide sociale dénommé Vida³ mis en place par les autorités politiques et mené par des femmes élues dans les quartiers. Ces femmes, appelées *manzaneras*, se chargent de distribuer, de façon bénévole, des paniers de produits de première nécessité aux familles avec enfants de moins de cinq ans ou à des femmes enceintes.

Les femmes *manzaneras* sont dépendantes des initiateurs de ce programme, représentés au niveau local par la mairie. Cependant, elles sont parvenues à développer de nouvelles capacités de mobilisation pour élargir leurs activités au-delà de la distribution d'aliments aux familles pauvres. Elles ont ainsi réclamé et obtenu de la municipalité un investissement pour la construction de digues, ce qui a permis d'éviter les inondations de leur quartier. Elles ont par ailleurs participé à des réunions et à des ateliers de travail et d'information avec d'autres femmes *manzaneras* du quartier et même hors de Campana. Leur implication dans ce programme les a contraintes ainsi à mieux s'organiser et constitue pour elles non seulement une pratique de solidarité et d'apprentissage, mais aussi un moyen de reconnaissance sociale et de valorisation de soi.

Malgré tout, cette expérience à San Cayetano ne permet pas aux femmes *manzaneras* de construire des stratégies à long terme. Elles se contentent, en effet, d'organiser et de mettre en œuvre les programmes décidés par l'Etat " bienfaiteur " pour différer l'urgence de certaines situations. Ces femmes remplissent ainsi le rôle de relais entre le quartier et l'Etat et restent donc subordonnées à ce dernier. Par ailleurs, même si ces activités d'assistance aux pauvres leur apportent une certaine légitimité et une reconnaissance

aged to develop the capacity to mobilize and extend their activities beyond the distribution of food to poor families. They have successfully lobbied the municipality, for instance, and secured investment in the construction of dykes to protect their neighbourhood from flooding. They take part in meetings, workshops and awareness-raising sessions with other local Manzaneras, even outside Campana. Their involvement in the programme has compelled them to become better organized and represents, in their eyes, not just an opportunity to show solidarity and to learn, but also a means of gaining social recognition and self-esteem.

Yet their experience as Manzaneras has not enabled San Cayetano women to build long-term strategies. They settle for organizing and implementing programmes devised by “benevolent” State decision-makers in an effort to stave off a particular emergency. As such, they remain subordinate to the State, acting as its intermediaries with the neighbourhood. And even though assisting the poor earns them a degree of legitimacy and social recognition, it leaves their situation essentially unchanged, especially with respect to gender relations within the domestic sphere. Indeed, they still do most of their work in people’s homes (handing out food, visiting neighbours, holding meetings). Their activities, both social and political in nature, remain just as largely confined to the domestic sphere.

Meanwhile, the men’s involvement in neighbourhood programmes is, at best, peripheral. In view of the fact that they are designed by the Municipality to address problems of a domestic order means, women are seen as being best qualified to take charge of them. Most men are reluctant to participate in community work, especially when it is welfare-oriented. The few that do decide to join in tend to be derided by the others for indulging in “women’s work”. So the traditional models and perceptions of gender roles still resonate, barring the way to true cooperation between men and women and excluding the latter from a recognized role in the action and decision-making, thus ruling out the possibility of real change.

The serious social and economic crisis currently sweeping the land—and the fact that the Manzanera programme’s originator has been given a central political role—may accentuate certain situations of dependency. But given the scale and urgency of the problems, it could also open up new opportunities.

³ This is a charity programme that has mobilized some 30,000 women in the province of Buenos Aires under the patronage of the governor’s wife (who was recently appointed Social Services Minister by her husband when he became interim President of Argentina in the wake of the crisis of late 2001).

sociale, cela ne change rien à l'essentiel de leurs conditions, notamment aux rapports de genre dans l'espace domestique. En effet, leur travail se développe essentiellement dans les maisons. C'est là qu'elles distribuent les aliments, rendent visite aux voisins et se réunissent pour travailler. Leur activité, en somme à la fois sociale et politique, n'en reste pas moins largement confinée à l'espace domestique.

Par ailleurs, les hommes sont peu ou pas impliqués dans ces programmes de quartier. Le fait que ces derniers soient conçus par la Municipalité comme des réponses à des problèmes de type domestique désigne, de facto, les femmes comme plus légitimes dans leur prise en charge. Les hommes sont réticents à participer aux travaux de la communauté et en particulier à ces activités d'assistantat. Lorsqu'ils s'engagent tout de même à collaborer, ils sont sujets aux moqueries d'autres hommes, comme s'ils se consacraient à des tâches exclusivement féminines. Les modèles traditionnels et les représentations des rôles selon le genre demeurent donc très prégnants et empêchent, d'une part, que se développe une réelle coopération entre les hommes et les femmes, et d'autre part, que les femmes s'approprient des espaces d'action et de pouvoir leur permettant d'initier un réel changement.

La grave crise sociale et économique que traverse actuellement le pays et le rôle politique important attribué à l'instigatrice de ce programme risquent d'accentuer certaines situations de dépendance, mais peut-être aussi d'ouvrir de nouvelles opportunités face à l'ampleur et l'urgence des problèmes.

³ Il s'agit d'un programme de type caritatif qui a mobilisé 30.000 femmes, lancé par le parti au pouvoir dans la province de Buenos Aires, sous le patronage de l'épouse du gouverneur. Celui-ci est devenu après la crise de fin 2001 Président provisoire de l'État, et a nommé son épouse ministre des affaires sociales.

The women's group of Gamboa II favela, Santo André (Brazil): the fight for decent, stable housing



In Brazil, the researchers concentrated on the case of the Gamboa II favela in the city of Santo André, which is near São Paulo in one of the most industrialized parts of the country. The favela first appeared in 1977 on a city-centre plot of land belonging to the São Paulo Electricity Company. A few years later, the company decided to install high-voltage pylons there, thereby creating an environmental hazard linked to the precarious nature of the housing built beneath the power lines. Living conditions were further aggravated by an inadequate sewage system, problems to with the collection of solid waste, the poor state of the roads and a lack of public parks, gardens and recreational areas—all set against a backdrop of high unemployment (20% in 1999) and social crisis. The Municipality launched a programme to resettle the local population on more suitable land in the same neighbourhood but away from the pylons. It led to the resettlement, in 1990, of 134 families with the financial means to build themselves a house. But before the remaining 230 families could be moved, the operation was curtailed by legal proceedings that also resulted in a ban on any development work geared to improving living conditions in the favela, save in the event of an emergency. The situation there has continued to deteriorate, especially since the arrival of an additional 300 families and the construction of a three-metre wall separating Gamboa II from Central Park and, hence, excluding the community from the rest of the city's population.

Le groupe de femmes de la favela Gamboa II, à Santo André au Brésil : une lutte pour un logement décent et stable

Au Brésil, les chercheurs se sont intéressés au cas de la favela Gamboa II dans la ville de Santo André, ville proche de São Paulo et située dans l'une des zones les plus industrialisées du pays. La favela s'est constituée en 1977 sur un terrain situé en plein centre-ville. La Compagnie d'Electricité de São Paulo, propriétaire de ce terrain, y installera, quelques années plus tard, des pylônes à haute tension. Les problèmes environnementaux sont, entre autres, liés à la précarité des habitations construites sous ces lignes à haute tension. A cela s'ajoutent l'insuffisance du réseau d'évacuation des eaux usées, les problèmes de collecte des déchets, le mauvais état des rues et l'absence d'espaces verts et de loisirs, le tout dans un contexte de chômage élevé (20 % en 1999) et de crise sociale. La municipalité a mis en place un programme de transfert de cette population sur des terrains plus appropriés, situés dans le même quartier, mais éloignés des pylônes électriques. En 1990, 134 familles qui disposaient de moyens financiers suffisants pour construire leurs maisons ont été ainsi transférées. En raison d'un procès, le transfert des 230 familles restantes n'a pas été réalisé. Ce procès a en outre eu comme résultat l'interdiction de tous travaux d'aménagement visant à l'amélioration des conditions de vie dans la favela, à l'exception des travaux d'urgence. Par ailleurs, la situation dans la favela s'est encore dégradée à cause de l'arrivée d'environ 300 familles supplémentaires, et de l'érection d'un mur de trois mètres de haut la séparant du Parc central, induisant de fait l'exclusion de cette communauté du reste de la population de la ville.

La Mairie de Santo André est l'un des acteurs sociaux qui jouent un rôle de grande importance dans la recherche de solutions à cette situation, notamment pour ce qui concerne le transfert de la favela. Cette municipalité met en œuvre des politiques qui sont définies par un programme démocratique centré sur les problèmes sociaux et se caractérise, par ailleurs, par une grande sensibilité aux questions de genre. L'Association des Habitants de la Gamboa (AMG) est un autre acteur incontournable dans la question du transfert de la favela. Elle est formée en majorité par des hommes et constitue l'interlocutrice de la Mairie pour les revendications de la communauté.

La recherche a porté à la fois sur cette Association (AMG) et un groupe de femmes de la Gamboa II. Ce groupe est formé de cinq mères de famille mariées et sept mères célibataires, cheffes de famille et vivant dans la favela depuis 3 à 16 ans. Elles ont un niveau de scolarité primaire, vivent de petits

Santo André Municipality is one of the leading social actors involved in efforts to resolve this situation, most notably by moving the favela to another location. The policies it implements are defined through a democratic and highly gender-sensitive social problem-solving process. Another key actor as far as the issue of moving the favela is concerned is the Gamboa Residents' Association (AMG). It is mostly made up of men and acts as an intermediary, voicing the community's concerns to the Municipality.

In addition to the AMG, the researchers studied the Women of Gamboa II group, which consists of five married mothers and seven unmarried women heads of families who have been living in the favela for between three and sixteen years. Educated to primary school level, these women live on casual work and have a household income that in 1999 came to between US\$70 and US\$280 for two to four-child families. The researchers set out to analyse gender relations within the family, at community level, in social participation areas and in the favela as a whole.

Women neither perceive nor are affected by the favela's social and environmental problems in the same way as men. In the first place, they are in direct day-to-day contact with the substances causing environmental pollution and degradation (chemicals, detergents, aerosol sprays, household waste, etc.). Also, they have noticed that the frequent complaints of head pains among the children they are looking after may tie in with the presence of the high voltage power lines. The men, being away from the family home, are unacquainted with such problems and do not regard them as an issue.

Women in this community are therefore stigmatized both by exclusion, through their poverty-stricken and unstable existence (a situation they share with the men), and by unequal gender relations that compel them to bear the burden of family responsibilities alone (without the participation of men) and that expose them, together with their children, to the hazards of the polluted environment in which they spend the bulk of their time. The men live in a world apart, unaffected by problems that they basically regard as "women's concerns". They do not recognize women's rights or consider sharing domestic chores.

As if the hardships of daily life in the private space of the home were not enough, the women have also had to mobilize and struggle for the favela to be moved to a more suitable location, or else well and truly upgraded with



boulots et disposent d'un revenu familial compris entre 70 et 280 US\$ (1999) pour des familles comprenant entre deux et quatre enfants. La recherche s'est centrée sur l'analyse des rapports sociaux entre les hommes et les femmes au sein de la famille, au niveau de la communauté, dans les lieux de participation sociale et dans l'espace de la favela.

Les problèmes environnementaux et sociaux de la favela sont à la fois perçus et vécus différemment par les hommes et par les femmes. D'abord parce que les femmes sont, au quotidien, en contact direct avec les éléments qui polluent et dégradent l'environnement (produits chimiques, détergents, aérosols, ordures ménagères, etc.). Ensuite, parce que dans leurs soins aux enfants, elles se sont aperçues que la présence des lignes de haute tension pourrait être responsable de divers maux de tête. Pour les hommes, étrangers à ces problèmes en raison de leur éloignement du domicile familial, ces questions ne se posent pas.

Ainsi, les femmes de cette communauté vivent doublement les stigmates de l'exclusion : non seulement en raison de leur situation de pauvreté et de précarité (situation partagée par les hommes) mais aussi du fait des rapports de genre inégaux qui les obligent à assumer seules les obligations familiales (sans la participation des hommes) et à être les plus touchées, ainsi que leurs

much-needed urban redevelopment work. This was illustrated by their massive presence during voting on the Gamboa II resettlement plans at the Municipality's "Participatory Budget" assemblies—an initiative launched by the Workers' Party (whose members include the current municipal staff) in an effort to stimulate citizens' participation in urban policy-making.

Women of Gamboa II group meetings have gradually enabled those taking part to develop their extra-domestic activities and knowledge and, what is more, to become aware of their power to change things as soon as they start to become involved in areas outside the family and domestic sphere (and hitherto reserved for men). They have realized, for instance, that they can no longer wait for the favela to be moved in order to have a safe place for their children to play in, and have approached the Gamboa Residents' Association with the suggestion that they might be able to use its meeting place. Willing and determined to fight to see their ideas put into practice, they are also aware that they cannot wait indefinitely for the economic situation to improve, or for the men to honour their promises.

But women's participation is still far too limited and they remain a peripheral presence in neighbourhood organizations. Notwithstanding a traditional fighting spirit (in political and labour-related struggles) and the fact the Municipality here is highly sensitive to their concerns, their initiatives still lack the drive to have much of an effect on the situation with respect to gender relations.



enfants, par les problèmes de pollution du milieu où elles passent la majorité de leur temps. Loin de ces problèmes, les hommes vivent dans leur monde à eux, car ce sont là, au bout du compte, “ des problèmes qui concernent les femmes ”. Ils ne reconnaissent pas leurs droits et ne se posent pas la question du partage des tâches ménagères.

Comme si la dureté de leur quotidien dans l’espace privé du foyer ne suffisait pas, les femmes doivent aussi lutter et se mobiliser pour le transfert de la favela, ou alors, tant que cela ne se fait pas, pour que des travaux d’aménagement soient entrepris. D’où leur présence massive dans les assemblées générales du Budget participatif municipal où a été voté le transfert de la Gamboa II. Le Budget participatif est une initiative lancée par le Parti des Travailleurs, dont fait partie l’actuelle équipe municipale, pour stimuler la participation citoyenne à la définition des programmes de la ville.

Au sein du groupe féminin de la Gamboa, au fur et à mesure de leur participation aux réunions du Groupe, les femmes ont commencé à valoriser leurs activités extra-familiales et leurs savoirs et surtout à prendre conscience de leur capacité à générer un changement dès lors qu’elles commencent à s’investir dans des espaces en dehors de la sphère domestique et familiale, espaces jusque-là réservés aux hommes. Elles ont, par exemple, réalisé qu’elles ne pouvaient plus rester là à attendre le transfert de la favela pour obtenir un endroit sûr qui puisse être utilisé pour les loisirs de leurs enfants et ont exprimé l’idée de pouvoir utiliser le siège de l’Association à cet effet. Décidées et disposées à lutter pour mettre en pratique leurs idées, elles ont pris également conscience qu’elles ne pouvaient pas attendre indéfiniment une amélioration de la situation économique, ou que les hommes leur concèdent réellement ce qu’ils promettent.

Toutefois, la participation des femmes reste trop limitée, leur présence dans les organisations du quartier est encore effacée, leurs initiatives timides et sans grande influence sur la situation des relations de genre et ce malgré les traditions de luttes ouvrières et politiques et malgré la présence d’une municipalité sensible aux questions qui les préoccupent.

The women of Ciénaga and Guandules, Santo Domingo (Dominican Republic): voiceless yet crucial actors in neighbourhood development



Research in the Dominican Republic has centred on the Ciénaga and Guandules neighbourhoods of the capital, Santo Domingo. These overpopulated shanty districts have developed, without the benefit of any urban planning, on 120 hectares of marshy land alongside the Ozama river (which divides the city in two). They are separated by a wastewater canal. The first dwellings appeared in the 1960s. Guandules' location in central Santo Domingo, however, made it a tempting prospect to property speculators and residents were already being evicted by the early 1970s. A halt was called to the evictions and a "concrete curtain" of two and three-storey houses went up across the hills, concealing Guandules and Ciénaga from the rest of the city. An influx of people from the countryside and from other marginalized parts of town led to significant growth in their populations between 1981 and 1997: from 14,000 to 26,000 in Guandules and from 9,000 to 18,000 in Ciénaga. The youthful profile of those populations (average age: 22 yrs) has a major bearing on the entire neighbourhood development process.

As far as the environment is concerned, there is an urgent need to remedy

Les femmes des quartiers de Ciénaga et des Guandules en République Dominicaine : participer à la planification du quartier

Les quartiers de Ciénaga et des Guandules constituent le terrain de la recherche dans la ville de Santo Domingo en République dominicaine. Ces quartiers, surpeuplés, sont formés d'habitations précaires, sans aucune planification urbaine. En bordure du fleuve Ozama qui partage la ville en deux, ils ont poussé sur des terrains marécageux et sont séparés par un canal d'eaux usées. Les premières habitations s'y sont implantées dans les années soixante. Dans les années soixante-dix déjà, des expulsions du quartier des Guandules ont eu lieu, sa situation centrale dans la ville ayant attiré la convoitise de spéculateurs fonciers. Les expulsions s'arrêteront ensuite et un rideau de lotissements de deux ou trois étages sera construit sur les hauteurs, dissimulant ces quartiers au reste de la ville. Les habitants proviennent pour la plupart de la campagne ou d'autres zones marginalisées de la ville. Entre 1981 et 1997, les deux quartiers ont vu leur population doubler passant de 14.000 à 26.000 pour les Guandules et de 9.000 à 18.000 pour la Ciénaga. La surface occupée par ces quartiers s'étend sur 102 ha. L'âge moyen de la population des deux quartiers est de 22 ans, ce qui interpelle quant au profil jeune de la population.

Au plan environnemental, domine l'urgence de trouver des solutions pour remédier à la rareté et la précarité de l'infrastructure de base dans son ensemble : l'eau potable, l'évacuation des eaux usées, la voirie, les services d'assainissement, les établissements scolaires, les centres de santé, les transports publics et les voies d'accès au centre ville. Les zones non construites sont des terrains vagues où l'eau stagne en permanence ou sont utilisées comme dépôts d'ordures. Les habitations sont peu spacieuses, souvent en mauvais état, couvertes de tôles de zinc en guise de toiture et beaucoup ne possèdent pas de latrines. Par ailleurs, l'électricité est fournie de façon irrégulière et le point d'eau (collectif) se trouve habituellement à l'extérieur de la maison.



the overall lack of safe and reliable basic infrastructure: drinking water, wastewater, sanitation, schools, health centres, public transport, road maintenance and access to the city centre. The only open spaces are barren wastelands covered in stagnating water and mounds of household waste. Dwellings are cramped, often ramshackle, with sheets of zinc for a roof and, in many cases, no toilets. Electricity supply is erratic and the only source of water is usually the communal tap.

The research team set out to take stock of gender relations in this specific urban environment. How do men and women react to the problems they face and to proposals for improving conditions put forward by an NGO? Moreover, to what extent can women's leading role in the community's struggles (against eviction, for example), and their extensive participation in day-to-day neighbourhood problem-solving lead to more evenly balanced gender power relations?

Men do not relate to this insalubrious living environment in the same way as women. For them, it is little more than a place to sleep; whereas for women and children, their neighbourhood is essentially their world. Its streets and the narrow alleys between houses are the places where the children play and where the women socialize and converse with neighbours or even do some of their daily chores (the laundry, bathing their babies, etc.). It is a gender-differentiated use of space that remains strongly influenced by the traditional role-sharing model of women in the home and the man as "provider". But that model no longer tallies with present-day realities. In many cases, for instance, the main breadwinners of the family are women. But the latter's thinking has been so deeply conditioned that they still see their income-earning role and men doing domestic work as merely "lending each other a helping hand" in their respective spheres.

In actual fact, it is the women who confront the daily problems and apply their resourcefulness to resolving them; who make up for the lack of-or lobby for more efficiently run-basic infrastructure and services; who strive to improve the state of houses, schools, parks and so on. And they manage to do so through active participation in the community's struggles and, to a far greater degree than the men, in carrying out the work of grass-roots organizations. Being actors in the public arena (a space usually reserved for men) may be quite a step forward for these women, insofar as they feel useful beyond the limits of the domestic sphere to which men and society have traditionally confined them. But it has not led to real participation in decision-



L'objectif de la recherche était de rendre compte des relations sociales entre les hommes et les femmes dans cet environnement urbain particulier. Les femmes ont joué un rôle de premier plan dans les luttes contre l'éviction des habitants du quartier. Comment l'un et l'autre genre réagissent-ils face à cette réalité environnementale et aux propositions d'amélioration par des ONG ? Et, plus précisément, dans quelle mesure la large participation des femmes à la gestion quotidienne des problèmes des quartiers peut-elle induire un rééquilibrage des rapports de pouvoir entre hommes et femmes ? Cet espace insalubre des habitations et de leurs alentours est vécu différemment par les hommes et les femmes. Alors que pour les premiers, il n'a qu'une fonction de dortoir, pour les femmes et les enfants, il constitue l'essentiel de leur univers. Les rues et les petits passages entre les maisons remplissent la fonction d'aire de jeux pour les enfants et, pour les femmes celle d'espace de communication et de sociabilité avec les voisins ou encore de lieu privilégié pour certaines activités telles que laver le linge ou donner le bain aux plus petits. Cet aspect "sexué" de l'usage de l'espace est fortement marqué par le partage traditionnel des rôles, même si le modèle de la femme au foyer et de l'homme "pourvoyeur de ressources" ne colle plus à la réalité. Les femmes en effet, sont celles qui, le plus souvent, assument la responsabilité économique principale de la famille. Cependant, l'empreinte du modèle traditionnel est si forte dans leur imaginaire qu'elles considèrent leur responsabilité économique et l'implication des hommes dans les tâches

making or policy assessment, their points of view being overwhelmingly ignored. The women themselves—so profoundly conditioned by the domination process and social norms as to their roles within the family and community—remain relatively unaware of, or else reluctant to question, the nature of the status quo.

Through close work with grass-roots actors (men and women), however, the research has managed to raise local people's awareness of the gender-biased distribution of power and how unfair it is, given the respective efforts of men and women to improve the community's living environment. A process of women's empowerment has clearly begun at family and community levels. It may lead to full recognition of their roles and their right to representation and participation in decision-making.



domestiques comme une simple “ aide ” de l’un pour l’autre dans la sphère respective de rôles traditionnels.

Ce sont en effet les femmes qui affrontent seules les situations difficiles et se débrouillent pour trouver des solutions aux problèmes du quotidien, pour faire face à la carence des infrastructures de base ou pour en négocier de plus efficaces, pour améliorer les logements, les écoles, les parcs, etc. Pour cela, elles participent aux luttes communautaires et aux organisations de quartiers dans lesquelles elles sont les plus actives et les principales exécutrices des tâches. Pourtant, même si cette intrusion dans l’espace public (habituellement réservé à l’homme) est un pas important pour les femmes de ces quartiers - dans la mesure où elles se sentent utiles au-delà du cadre familial dans lequel l’homme et la société les ont confinées -, elle ne leur ouvre pas la possibilité de participer vraiment aux prises de décision ni à l’évaluation des processus réalisés, leurs points de vue étant rarement pris en considération. Les femmes elles-mêmes sont peu conscientes de ce fait ou du moins ne remettent pas vraiment en question cet état des choses, parce que fortement conditionnées dans les processus de domination et par les représentations de leurs rôles au sein de la famille et de la communauté.

Ceci dit, la recherche menée en collaboration étroite avec les acteurs locaux (hommes et femmes) a permis de conscientiser les organisations de quartiers et les femmes et cela, plus particulièrement, quant à la répartition inégale du pouvoir et le déséquilibre de cette répartition au vu des actions réelles menées par les uns et les autres pour améliorer le cadre de vie des habitants. Ainsi, on a pu voir s’amorcer un processus d’*empowerment* des femmes au niveau familial et communautaire, *empowerment* qui va, peut-être, augurer pour elles l’accès à une pleine reconnaissance de leurs rôles, de la représentation à la participation aux prises de décision.

A grass-roots women's association in Ouagadougou (Burkina Faso): managing and recycling waste

Research in Burkina Faso centred on the Hamdalaye neighbourhood of Ouagadougou, officially referred to as “Secteur 10”. Originally populated by Mossi people (one of Ouagadougou’s sixty ethnic groups) it went on to experience an influx of other groups (mainly Fulani) due to drift from the land and strong urban growth.⁴ Until recently, the land had not yet been parcelled out and the community lifestyle was akin to that of a village. When the Hamdalaye housing development project was launched in 1987, plots were allocated to house-seekers without being serviced; hence the sanitation problems encountered in the entire neighbourhood today.

The environmental situation here is difficult. Most of the roads are narrow, unasphalted, unlit and virtually unusable during the wet season, due to frequent flooding and the absence of a rain and wastewater drainage system. The streets, the canals, open spaces and yet-to-be developed parks and gardens are strewn with household waste, above all plastic bags. In fact, waste disposal is a major problem throughout Ouagadougou. Just 42% of rubbish is removed (34% by public operators and 8% by the private sector and grass-roots associations). As for the remaining 58%, some is salvaged and recycled but the bulk of it ends up in the gutters or piling up on illicit dumping grounds.



Une association féminine dans un quartier de Ouagadougou au Burkina Faso : gérer et valoriser les déchets ménagers

C'est un quartier de Ouagadougou, dénommé administrativement " Secteur 10 ", qui constitue le terrain spécifique de la recherche au Burkina Faso. A l'origine, la population de ce quartier était constituée de personnes appartenant à l'ethnie Mossi (soixante ethnies sont représentées à Ouagadougou) puis, avec l'exode rural et la forte croissance urbaine⁴, d'autres ethnies (principalement des Peuls) sont venues en grossir les rangs. Jusqu'à une date récente, quand le quartier n'était pas encore loti, le mode de vie était très proche de celui d'un village. L'opération de lotissement de Hamdalaye est intervenue en 1987 mais le terrain n'a pas été viabilisé avant l'attribution des parcelles aux demandeurs, ce qui explique les problèmes d'assainissement que rencontre aujourd'hui l'ensemble de la population du quartier.

La situation environnementale y est difficile. Les rues sont pour la plupart étroites, non bitumées et non éclairées et de fréquentes inondations en saison de pluie les rendent difficilement praticables, par manque d'un système d'évacuation des eaux usées et pluviales. Les ordures ménagères, notamment des sachets en plastique, parsèment les rues, les caniveaux, les espaces vides ou les espaces verts non encore mis en valeur. L'évacuation des déchets est particulièrement problématique car, pour l'ensemble de la ville de Ouagadougou, seuls 42 % des déchets sont évacués (34 % par les opérateurs publics et 8 % par le secteur privé et les associations). Le reste, soit plus de la moitié, est en partie récupéré pour être recyclé et pour la plus grande part déversé dans les caniveaux et les dépôts sauvages.

La recherche s'est intéressée à la seule association de ce quartier active dans la gestion des déchets, la municipalité n'assurant que le nettoyage d'une avenue deux fois par semaine. Cette association, dénommée Lagem Yam (" Unissons nos forces "), regroupe uniquement des femmes et emploie des jeunes hommes comme gardiens et charretiers. Les femmes membres sont responsables de l'association, participent aux équipes de travail et prennent les décisions au sein d'un comité de gestion. Les hommes et les femmes de l'association perçoivent des salaires mensuels. Leurs activités consistent en la collecte de déchets, le compostage de la part organique des ordures, la commercialisation du compost, la diffusion et la réalisation d'ouvrages d'assainissement ainsi que des activités de sensibilisation auprès de la population sur l'hygiène et l'assainissement.

The research team focused on the only grass-roots association actively handling waste management in a neighbourhood where the municipal cleaning services were cleaning the high street no more than twice a week. Lagem Yam (or Let's Join Forces) is an association made up entirely of women and employing young men as wardens and cart drivers. The women are in charge of the association, participate in the work and sit on the management committee making all the decisions. They and their male staff are paid a monthly wage. Their work consists of collecting waste, composting its organic content and marketing the end product, sanitation work and raising the community's awareness vis-à-vis health and hygiene.

In the beginning, other women in the neighbourhood openly disapproved of the association's activities, regarding them as demeaning; and the men had misgivings about the venture, fearing that it would make women financially independent and able to evade their control. Women's views of Lagem Yam changed when they saw the results of its work. Its members have gained a measure of financial independence through the association's income-generating activities. But the fact that they have also been investing its earnings—under a savings-credit scheme—into sanitation work of benefit to the entire community, is widely appreciated.

This association has helped develop a solid and liquid waste removal and disposal system; built a solid understanding of the urban environment; and had the women's voices heard by the men, the Municipality and the community as a whole.

However, the women still feel the need to develop their ability to negotiate with policy-makers, the inhabitants of Secteur 10 and other associations involved in their line of work. For Lagem Yam has suffered what may prove to be a fatal blow. The land it was using as a composting site has been confiscated, jeopardizing its economic survival. A replacement site has been allotted, but it is in a remote enough location to make it economically unviable to operate without new, and expensive, means of transport. At the same time, the impending privatization of waste removal services threatens to squeeze the association out of the sector. This situation stems from the World Bank's Urban Development Plan for Ouagadougou, under which the city is to be zoned and waste removal contracts put out to tender. Lagem Yam will not stand a chance of matching bids from private firms. So its complementary activities (sensitizing the local population to environmental and sanitation issues) and ability to create jobs are at risk of being reduced to



Au départ, les activités de l'association étaient dévalorisantes aux yeux des autres femmes, qui ne manquaient pas de l'exprimer ; de leur côté, certains hommes étaient réticents à la mise en place de l'association parce qu'ils pensaient qu'à travers elle, les femmes allaient acquérir une indépendance économique et échapper à leur pouvoir. Aujourd'hui cette perception des choses par les femmes a évolué au vu des résultats atteints par Lagem Yam. En effet, les retombées économiques de l'association permettent effectivement aux femmes d'avoir une certaine indépendance financière. Le fait aussi d'investir les bénéfices de l'association dans la construction d'ouvrages d'assainissement au profit de la population, sous forme d'épargne-crédit, est apprécié dans le quartier.

Le regroupement des femmes en association a favorisé l'organisation du travail de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides et a permis aux femmes de renforcer leur capital de connaissances dans le domaine de l'environnement urbain ; il leur a permis d'accroître leur audience auprès des hommes, des autorités municipales et de l'ensemble de la population.

Cependant les femmes ressentent la nécessité de développer leurs capacités de négociation tant auprès des autorités politiques que des habitants du

nothing. Even with the city's grass-roots associations forming a united front, it cannot compete with the private sector. The powerlessness of those in charge of the associations, and even certain city managers, is plain to see.

With the Municipality failing to resolve their urban environmental management problems, decentralization policies spawned a varied range of private and community-based initiatives geared to seeking stopgap solutions. But they have received little if any support and, indeed, are in the process of being wiped out by today's prevailing decision-maker in Ouagadougou: the World Bank.

The women of Lagem Yam have achieved a great deal. They have managed to get some of their ideas across and demonstrate that their action has substance. They have made their community more sanitation-aware. Their new role and responsibilities could be regarded as the beginnings of women's empowerment and may help transform gender relations in urban policy-making. Attention now needs to be paid to monitoring how these changes evolve.



⁴ Ouagadougou's population grew from 459,826 inhabitants in 1985 to 752,236 in 1996, i.e. an annual growth rate of 8.73% (source: Institut National des Statistiques et de la Démographie).

“ Secteur 10 ”, ainsi qu’avec les autres associations qui mènent les mêmes activités. Elles ont en effet subi un revers qui risque d’être fatal pour le futur du projet. D’une part, le lieu qu’elles utilisaient pour le compostage leur a été supprimé, mettant en jeu la survie économique de l’association. Un endroit éloigné leur a été attribué à la place, mais qu’elles ne peuvent utiliser sans acquérir de nouveaux moyens de transport coûteux si elles veulent conserver une rentabilité économique. D’autre part, il est prévu que la collecte d’ordure soit privatisée, et elles seront évincées de cette activité. Cette nouvelle situation a été imposée par le “ Plan de Développement Urbain ” mis en place par la Banque Mondiale à Ouagadougou. Dans le cadre de ce plan, la ville a été divisée en secteurs, et la collecte des déchets sera attribuée par appel d’offre à des entreprises privées. L’association Lagem Yam n’a aucune chance d’entrer en concurrence avec les entreprises privées qui vont se voir attribuer les marchés des déchets. Tout le travail parallèle développé par l’association (éducation à l’environnement et à l’assainissement), ainsi que la création d’emplois seront réduits à néant. Malgré l’organisation en fédération de diverses associations de la ville du type de Lagem Yam, il faut s’attendre à ce que ces initiatives soient écrasées par la privatisation. Un fort sentiment d’impuissance tant de certains responsables de la ville que des responsables des associations est apparent devant leur mise à l’écart des décisions.

Face à l’incapacité des autorités municipales à résoudre les problèmes de gestion de l’environnement dans les villes, diverses initiatives privées et communautaires étaient nées, à la faveur de politiques de décentralisation, pour trouver des solutions palliatives. Mais elles n’ont pas été soutenues, au contraire elles sont en train d’être anéanties par le décideur dominant actuel à Ouagadougou qu’est la Banque Mondiale.

Les femmes de cette association ont obtenu des résultats appréciables, elles sont arrivées à faire passer certaines de leurs idées et à prouver le bien-fondé de leurs interventions. Elles ont provoqué un changement dans leur communauté en matière de culture de l’assainissement. Ce rôle et ces responsabilités nouvelles des femmes pourraient être considérés comme un début d’empowerment et contribuer à une transformation des relations de genre dans les politiques d’assainissement des villes. Il s’agit de suivre la manière dont vont évoluer ces transformations.

⁴ Ouagadougou a vu sa population passer de 459 826 habitants en 1985 à 752 236 en 1996, soit un taux de croissance de 8,73% par an (source : Institut national des Statistiques et de la Démographie)

The women's economic interest groups of Santhiaba (Senegal): networking

In Senegal, the research centred on the Santhiaba neighbourhood of the municipality of Thiaroye-sur-Mer on the outskirts of Dakar.⁵ Thiaroye-sur-Mer's inhabitants mainly live on fishing (with the men going to sea and the women processing and marketing the catch), urban market gardening and informal sector activities. It was originally a Lebou fishing village, and the local population still practices some of that ethnic group's traditional forms of organization and decision-making to this day.

Santhiaba's population of around 3,000 people faces a host of serious environmental problems. A majority of houses have no running water, health and education infrastructure is poor, and street lighting and road maintenance services are



virtually non-existent. Furthermore, the neighbourhood is vulnerable to frequent flooding during the wet season and the rain and wastewater drainage system is patently ill equipped to cope. There aren't even conduits from the septic pits to the sewers. Meanwhile, households don't think twice about dumping their waste in the street, on building sites, on the beaches or into the sea; few use the municipal corporation skips (which are infrequently emptied). The environmental degradation caused by rotting organic garbage and non-biodegradable wastes (heaps of scrap iron, plastic bags, etc.) is fur-

Les femmes de Santhiaba, au Sénégal : les réseaux des Groupements d'intérêts économiques féminins

Au Sénégal, la recherche s'est centrée sur le quartier de Santhiaba situé dans la commune de l'arrondissement de Thiaroye-sur-mer⁵, à la périphérie de Dakar. Les habitants de Thiaroye-sur-mer vivent principalement de la pêche (pêche en mer pour les hommes, transformation et commercialisation du poisson pour les femmes), du maraîchage urbain et des activités de l'économie informelle. La commune de Thiaroye-sur-mer était à l'origine un village de pêcheurs Lebou, ce qui explique le fait que sa population actuelle conserve encore certaines formes d'organisation et de décision traditionnelles spécifiques à ce groupe ethnique.

La population du quartier Santhiaba compte environ 3.000 habitants confrontés à de graves et nombreux problèmes environnementaux. En effet, la majorité d'entre eux ne dispose pas d'eau courante, les infrastructures sanitaires et éducatives sont insuffisantes et l'éclairage public et les services de voirie quasi-inexistants. Par ailleurs, le quartier est régulièrement sujet à des inondations pendant la saison des pluies. Le problème de l'évacuation des eaux de pluie et des eaux usées est particulièrement patent, les fosses septiques n'étant pas reliées à des égouts. Les ordures ménagères sont directement déversées dans les rues, la plage, la mer ou les maisons en construction ; la majorité des ménages n'utilisant pas les bacs à ordures (par ailleurs toujours pleins) mis à leur disposition par les autorités municipales. A cette pollution par les ordures organiques et par des déchets non biodégradables (comme des tas de ferrailles ou des sachets en plastique), s'ajoute la pollution provenant des installations industrielles proches qui rejettent dans l'atmosphère et à la mer des produits chimiques très toxiques.

La crise économique et un taux de chômage élevé, l'insuffisance et la grande vétusté des infrastructures de santé et d'enseignement, l'extension rapide de l'espace habité s'additionnent à la gravité et à l'urgence de la situation environnementale dans le quartier.

Les ethnies Wolof et Lebou forment la majorité de la population de ce quartier. Près d'un tiers des chefs de ménage sont des femmes. Le secteur de la pêche emploie de nombreux groupements d'hommes et de femmes. Ces dernières travaillent dans le domaine de la transformation artisanale des produits de la pêche (fermentation, fumage, salage, séchage) et de leur commercialisation. Elles sont organisées au sein d'une structure, le Pencum Sénégal, qui rassemble deux groupements d'intérêt économique (GEI) fédé-

ther aggravated by highly toxic emissions into the atmosphere and ocean from nearby industrial plants.

In addition to the seriousness and urgency of the neighbourhood's environmental situation, the local population also has to put up with economic crisis, high unemployment and the shortcomings of an extremely run-down health and education system.

Santhiaba is mostly inhabited by Wolof and Lebou people. Nearly a third of its households are headed by women. The fishing industry employs a large number of groups of men and women. The latter handle the work of fermenting, smoking, drying, salting and selling the fish. They are organized into two economic interest groups (EIGs) that share a single executive board under the Pencum Sénégal umbrella structure, but which have their own means of production and capital. Their community of interest primarily centres on the sharing and management of a common workspace. The groups working there are generally interlinked by family ties or friendship. Pencum Sénégal has 17 members and employs 98 people, 43 of them men hired as casual labourers to do the hardest jobs. Some women belong to other EIGs or are involved in their own business activities but lack the premises. Women also take charge of neighbourhood cleanliness and hygiene, forming the majority of participants in a local household-waste removal project, for instance.

The research team focused on how gender relations have been influenced by the economic changes and environmental problems arising in Santhiaba. Faced with the hardships of everyday life and the fact that a massive number of the men is out of work, more and more women are figuring in income-generating activities beyond the traditional confines of the domestic sphere. It gives them a feeling of independence and earns them some esteem on the part of their husbands, neighbours and the neighbourhood as a whole. This encourages them to cultivate their productive activities and improve their management skills. The boost to their economic power goes hand-in-hand with a greater say in household decision-making. Yet traditional and Islamic cultural models still hold sway, and perceptions of gender roles-it is the men who provide for the family's needs and have the last say-seem to go unchallenged. The women themselves do little to allay this misrepresentation of the facts by continuing to regard their financial contribution to the household as merely "doing their bit" to help their husbands. In fact, a woman will not take up a job outside the home without her husband's

rés par un conseil d'administration mais sans mise en commun des moyens de production et du capital. La communauté d'intérêt concerne principalement le partage et la gestion d'un lieu de travail commun. Ce regroupement dans le même espace se fait généralement selon les liens d'amitié et de parenté des membres. Le Pencum Sénégal regroupe 17 membres et emploie 98 personnes, dont 43 hommes payés à la tâche pour exécuter les travaux les plus pénibles. D'autres femmes travaillent au sein d'autres GEI ou sont impliquées, à titre individuel, dans des activités commerciales sans installation fixe. Ce sont les femmes du quartier qui, par ailleurs, s'occupent des questions de salubrité. Parmi les habitants impliqués dans un projet de pré-collecte des ordures ménagères, par exemple, on retrouve une majorité de femmes.

La recherche s'est intéressée à l'évolution des rapports sociaux entre les hommes et les femmes suite aux changements économiques et aux problèmes environnementaux survenus à Santhiaba. Face aux difficultés quotidiennes et au chômage massif rencontré par les hommes, les femmes sont de plus en plus impliquées dans des activités économiques à l'extérieur de l'espace domestique. Le travail des femmes en dehors de cet espace qui leur est traditionnellement réservé, leur procure un sentiment d'indépendance et



consent; she pursues her independence while respecting his marital authority. Meanwhile, women's role in the above-mentioned neighbourhood waste removal project, for example, is seen not so much as a pioneering initiative to improve the living environment for the local community as a public extension of their work in the home.

Having said that, these sorts of activity have helped make their efforts in this field more visible, and have provided them with certain participatory decision-making mechanisms. Women still have no place in the decision-making processes governed by the deeply conservative traditional and religious authorities, but they are now represented on the City Council (six of whose 36 elected members are women, two of them from Santhiaba). Meanwhile, they are also indirectly participating in day-to-day issue management: making the male-dominated power structures aware of their concerns through social and family networks, persuasion and lobbying.

So women here are cautiously, without questioning the patriarchal status quo, inching towards greater empowerment and the prospect of better-balanced relationships with the men and full recognition for their initiatives and work in the interests of the community. Their political and economic role is in subtle yet constant transformation.



⁵ Thiaroye-sur-Mer (population 30,000 in 1988) is a former Lebou fishing village that has been incorporated into the city of Pikine, most of whose inhabitants today are outcasts from working-class neighbourhoods and squatter settlements of Dakar or people who arrived during the rural exodus of the 1970s and 1980s.

une certaine considération de la part de leur mari, des voisins et du quartier. Ceci les encourage à développer leurs activités économiques et à renforcer leurs capacités de gestion. L'accroissement de leur pouvoir économique s'accompagne aussi d'une participation accrue à la prise de décision dans les ménages. Cependant, du fait de la persistance des modèles culturels marqués par la tradition et l'Islam, la perception des rôles des hommes et des femmes ne semble pas remise en cause. Ce sont les hommes qui ont, traditionnellement, le rôle d'assurer les besoins économiques de la famille et c'est à eux que revient le pouvoir de décision. Les femmes elles-mêmes participent à cette représentation de la situation en considérant leur apport économique comme une simple " aide " pour leurs maris. En fait, la femme n'entreprend une activité à l'extérieur du foyer qu'avec l'aval de son mari, sa volonté d'autonomie se faisant dans le respect de l'autorité maritale. La participation des femmes au projet de pré-collecte d'ordures ménagères est, quant à elle, perçue comme une extension vers l'espace public de leurs activités à l'intérieur des foyers et non pas comme une initiative innovante pour améliorer le cadre de vie des habitants du quartier.

Toutefois, ce genre d'activités a contribué à rendre plus visibles les efforts qu'elles déploient dans ce sens et leur a permis de disposer de certains mécanismes de participation aux prises de décision. En effet, même si elles demeurent absentes des instances de décisions traditionnelles détenues par les autorités coutumières et religieuses, très conservatrices, elles sont désormais représentées dans le Conseil municipal par 6 d'entre elles (dont 2 femmes de Santhiaba sur 36 membres élus). Ceci étant, leur participation effective à la prise de décision pour ce qui concerne la gestion des problèmes quotidiens se fait généralement de façon indirecte, en faisant part de leurs préoccupations aux structures de pouvoir des hommes à travers l'activation de réseaux familiaux et sociaux, le plaidoyer et le lobbying.

Ainsi, pour timide qu'il soit et sans remettre en cause la référence au système patriarcal, on observe un accroissement du pouvoir des femmes dans la perspective d'un meilleur équilibre de leurs rapports avec les hommes, d'une pleine reconnaissance de leurs initiatives et de leurs activités d'intérêt communautaire. Leur rôle politique et économique est en transformation subtile mais constante.

⁵ Thiaroye-sur-mer fait partie de la ville de Pikine et était à l'origine un village de pêcheurs Lebou de la périphérie dakaroise. Ses habitants (30 000 en 1988) sont aujourd'hui constitués principalement des populations chassées des quartiers populaires et des bidonvilles de Dakar ou provenant de l'exode rural des années 70 et 80.

The Besistene neighbourhood of Iambol (Bulgaria): family survival strategies

Like many other cities in Bulgaria and elsewhere in Eastern Europe, Iambol—one of our two action-oriented research fields in the region—suffered the full blast of social change triggered by the fall of the Berlin Wall in 1989. Pro-market reforms (denationalization, privatization) and land restitution have created significant upheavals at every level: economic, social and environmental.

Iambol is located 350km from the Bulgarian capital and has a population of over 80,000. From 1990, the city became impoverished, depopulated and burdened with deteriorating infrastructure. So much so that everything—energy and drinking water supply, sanitation, buildings and roads—is now in need of an overhaul. The social situation is characterized by soaring unemployment, (with a quarter of the population and close to half the youth out of work) insecure jobs and rampant poverty. Women are the worst affected by this. More of their number are unemployed or in poorly paid jobs than men. They have lost their financial independence and have to confront additional responsibilities into the bargain. Moreover, the sudden emergence of the market economy has rung the knell of some of the benefits that they previously enjoyed: a guaranteed wage, childcare facilities and gender-equitable participation in decision-making bodies.

The research work here set out to analyse how families in the Besistene neighbourhood of Iambol were managing to cope with a context of rapid change and crisis in the community, main area of interest being the ways in which women negotiate relationships of power with the men and their capacity to contribute to the family's survival.

The hardships of life in Besistene have forced local families to seek alternative solutions, more often than not outside Iambol. Some take to the refuge of the countryside (inherited houses or restituted land). In many cases, grandparents move into rural and peri-urban properties in order to vacate space in an overcrowded city dwelling. Other members of the family then spend up to eight months a year there, working in agricultural production and processing, marketing and creating informal networks. Meanwhile, the main residence in the city is turned over to income-generating activities. Attics, cellars and garages serve as workshops, warehouses, etc. Women set up cafés and small shops, some selling farm produce. Generally speaking, the

En Bulgarie, le quartier de Bésistène à Iambol : stratégies familiales pour la survie

La ville de Iambol en Bulgarie constitue l'un des deux terrains de recherche en Europe de l'Est. Cette ville, à l'instar d'autres villes du pays et de la région, subit de plein fouet les grands changements survenus après la chute du mur de Berlin en 1989. Les réformes vers l'économie de marché, la privatisation et la désétatisation du secteur public, la restitution des terres agricoles entraînent des bouleversements importants tant au plan économique que social et environnemental.

Iambol est une ville d'environ 80.000 habitants, située à 350 km de Sofia, la capitale du pays. A partir de 1990, elle s'appauvrit, se dépeuple et ses infrastructures se dégradent. Système d'approvisionnement en énergie, en eau potable et d'assainissement, bâtiments et réseau routier, tout est à faire ou à refaire. Au plan social, la situation se caractérise par un chômage très important touchant en moyenne une personne sur quatre et près d'un jeune sur deux, les emplois précaires et, plus globalement, une aggravation brusque de la pauvreté. Les femmes sont particulièrement concernées. Plus touchées par le chômage que les hommes ou disposant de faibles revenus, elles ont perdu leur indépendance financière tout en étant confrontées à un surcroît de responsabilité. De plus, l'irruption de l'économie de marché a sonné le glas de certains acquis de la période précédente, à savoir l'assurance d'un salaire, une participation équitable aux instances formelles du pouvoir et l'existence d'infrastructures pour l'accueil des jeunes enfants.

L'objectif de la recherche était ici d'analyser les stratégies des familles du quartier de Bésistène, à Iambol, dans un contexte de changement rapide et de communautés urbaines en crise. Nous nous sommes intéressés plus particulièrement à la façon dont les femmes négocient leur pouvoir par rapport aux hommes et à leurs capacités à contribuer à la survie de la famille.

La situation difficile que vit cette population pousse les familles à chercher des solutions alternatives, le plus souvent ailleurs que dans la ville de Iambol. L'une d'entre elles consiste à chercher refuge à la campagne dans les maisons héritées, ou sur des terres restituées. Les grands-parents, dans nombre de cas, vont s'y installer en permanence, libérant ainsi de la place dans les logements urbains surpeuplés. Les autres membres des familles passent, quant à eux, de quatre à huit mois par an dans ces propriétés rurales ou périurbaines. On y procède à des activités de production et de transformation agricoles, à des échanges commerciaux sur les marchés et à la création de

whole family pulls together and, with each member playing his or her part, works as a unit in a varied range of activities. Everyone has a say in managing the budget, but the women are in charge of the family business. They also manage both the city dwelling and the house or farm in the country. In so doing, and in their leading role in grass-roots initiatives to address the precarious nature of their living environment, the women of Besistene manifest a gritty determination not to give in to adversity. But they see no source of pride or satisfaction in being overworked.

Meanwhile, in 1998, with local people desperately struggling to come up with a survival strategy, neighbourhood women organized informal collections to assist the most destitute, and led efforts to combat child malnutrition, family insecurity and degradation of the environment. The following year, just as the research was nearing its end, they rallied together to publicly protest about deteriorating living conditions in their neighbourhood. They rejected the municipal policy-makers' approach to handling its problems and demanded support for measures to upgrade the environment and improve quality of life for its inhabitants (sanitation, refurbishment of public areas, supplying buildings with gas, etc.).

Such a mobilization is a telling sign of social transformation. Under the communist regime, people were submissive and grass-roots community-based initiatives non-existent. The fact that women have begun rallying together and voicing opposition in a civic movement is solid evidence of transition towards a new, more open, regime; and suggests that they have new opportunities to look forward to within this context of significant change.

réseaux informels. En ville, le logement principal sert aussi, de par ses extensions (cave, grenier et garage) au développement d'activités commerciales. Les femmes y installent un café ou une petite boutique qui sert parfois à la vente de la production agricole. De façon générale, toute la famille est mobilisée et fonctionne selon des complémentarités pour mener les différentes activités. Le budget est géré en commun mais la femme est responsable de l'activité commerciale. En plus de la boutique, elle gère l'appartement en ville et la maison de campagne. Les femmes de Bésistène manifestent ainsi leur volonté de résistance et mènent des initiatives locales contre la précarité de leur cadre de vie. Cependant, de cette surcharge d'activités et de responsabilité, les femmes ne tirent ni fierté ni satisfaction.

Par ailleurs, en 1998, alors que la population recherchait désespérément des stratégies de survie, les femmes ont organisé de façon informelle des opérations de collecte pour le soutien aux plus démunis et mené des actions de lutte contre la malnutrition des enfants, la précarité des familles et la dégradation de l'espace et de l'environnement. Une année plus tard, au moment où la recherche arrivait à son terme, les femmes du quartier se sont mobilisées spontanément pour exprimer publiquement leur mécontentement face aux dégradations de l'espace urbain et à leurs conditions de vie. Elles se sont opposées à la politique des collectivités locales en ce qui concerne la gestion de ces problèmes et réclamé leur soutien pour améliorer les conditions de vie et d'environnement des habitants (assainissement du quartier, aménagement de l'espace public et installation du gaz dans les immeubles).

Cette mobilisation est révélatrice d'un changement social. Du temps du régime communiste, la population était soumise et les initiatives communautaires inexistantes. Les embryons d'opposition et de mobilisation collective des femmes dans un mouvement citoyen sont, sans conteste, l'expression de la transition vers un nouveau régime, plus ouvert, et de l'intégration des femmes vers de nouvelles perspectives offertes dans ce contexte en fortes transformations.

Zabrauti, a Rom neighbourhood of Bucharest (Romania): endangered ethnic identity



© Philippe Henry

The research in Romania centred on a Rom community squatting buildings in the Zabrauti district of Bucharest. These dilapidated edifices were due to be torn down in the late 1980s because the cost of rehabilitating them would have been too high. They were cleared of residents in 1989. But the collapse of the communist regime brought a halt to the demolition programme and, in the early 1990s, the buildings were reoccupied by people with no means of support, most of them ethnic Rom families.

Generally speaking, the context is the product of social transformations to which Romania has been subjected under the communist regime and, above all, in aftermath of the latter's demise, when the economic crisis already present during the last fifteen years of communism became acute, reversing the modernization process begun in the pre-1980s. A large share of the population is affected by unemployment, a shortage of housing, deteriorating living conditions and rampant poverty. The marginalized Rom people are particularly hard hit by such problems, and are compelled to resort to pre-communism survival strategies in their improvised living environments on the outskirts of cities.

Zabrauti, quartier Rom de Bucarest en Roumanie : vers des replis identitaires

La recherche en Roumanie a porté sur une communauté rom qui occupe de façon illégale des immeubles dans le quartier Zabrauti de Bucarest. Ces immeubles vétustes étaient destinés à la démolition à la fin des années 80 car leur réhabilitation aurait été très coûteuse. En 1989, ils furent évacués. Mais l'effondrement du régime communiste ayant fait suspendre la démolition, ils sont de nouveau occupés, au début de 1990, par des habitants sans ressources, principalement des familles roms.

Le contexte général est celui des transformations sociales subies par la Roumanie sous le régime communiste et surtout après l'effondrement de celui-ci en 1989. La crise économique déjà présente durant les quinze dernières années du régime socialiste s'est accentuée par la suite inversant le processus de modernisation entamé avant les années 80. Le chômage non reconnu, le manque de logement, la dégradation des conditions de logement, l'explosion de la pauvreté affectent une grande partie de la population et plus particulièrement les Roms. Ces derniers, en marge de la société, sont contraints de se tourner vers des stratégies traditionnelles de survie, dans des conditions de vie improvisée à la périphérie des localités.

Les habitants de Zabrauti sont confrontés à l'état de délabrement des bâtiments, à une alimentation en électricité aléatoire, au manque de chauffage et d'eau courante dans les appartements et à la pollution par les ordures ménagères (déversées dans les espaces entre les immeubles) et par le système de canalisation défectueux. A cela s'ajoutent les comportements insécurisants de certains habitants (violence, vols, etc.) créant tensions et conflits au sein de la communauté. De plus, le fait qu'ils occupent les lieux illégalement affecte la vie de ces locataires à cause des rafles de polices et des amendes qu'ils subissent régulièrement.

Malgré cela, ces immeubles de misère restent attractifs pour les familles pauvres qui trouvent à se loger gratuitement ou à bon compte. Par ailleurs, la majorité des locataires sont de jeunes familles à qui Zabrauti a donné l'occasion d'habiter la ville sans avoir à partager une maison avec leurs parents ou beaux-parents. En effet, le fait d'habiter ces lieux constitue pour certains l'unique chance d'une vie meilleure, le point de départ pour la construction d'une vie de famille autonome.

La communauté a bénéficié de 1997 à 2000 d'un programme de lutte contre la pauvreté lancé par le PNUD⁶, en collaboration avec les autorités locales. Le PNUD a créé une structure de pouvoir très centralisée, exclusivement

In addition to the dilapidated state of their buildings, the inhabitants of Zabrauti also have to put up with frequent electricity cuts, apartments without heating or running water, faulty piping and the pollution caused by household waste being dumped in the spaces between buildings. What is more, relations within the community are beset by tension and conflict due to the threatening behaviour of certain residents (aggression, rape, etc.). And since they are illegal squatters, occupants' lives are further disturbed by regular police raids and fines.

But no matter how miserable these buildings may be, they are still much in demand among poor families in search of free or reasonably priced housing. Most are young families, grateful for the opportunity that Zabrauti gives them to live in the city without having to share a house with their parents or in-laws. Indeed, for some it is the only prospect of being able to begin building a better, independent, home life.

From 1997 to 2000, the community was the focus of a poverty reduction programme launched by UNDP in collaboration with the local authorities.⁶ The Zabrauti initiative committee set up by UNDP was a highly centralized, all-male, power structure whose far from transparent scheming aggravated the situation for women (e.g. by threatening them with expulsion for non-compliance). The programme was bereft of a gender perspective and took no account of grass-roots strategies to improve living conditions for local people. Indiscriminately addressing "the community", its exclusively male leadership ended up ignoring the "invisible" half of its target population.

This MOST research set out to study the impact that this development programme has had on women's lives; and on the balance of power between men and women within the family unit. It has established a working relationship with Médecins du Monde, a Swiss NGO whose approach to the local population hinges on participation and transparency.

Women in Romania, as in every other Soviet bloc state, used to be encouraged to join the workforce. They could significantly raise their level of education and, hence, gain the tools to attain a better position in society. Yet their presence in management posts remained limited and their political involvement, despite being encouraged by a quota system, did not amount to real participation in decision-making.

masculine, le “ comité d’initiative de Zabrauti ”, dont les agissements - peu transparents, voire corrompus - ont aggravé la situation des femmes (par exemple, menaces d’expulsions si elles n’obéissaient pas). Le programme du PNUD n’intégrait pas dans sa perspective la dimension des rapports sociaux entre les hommes et les femmes et les stratégies collectives de lutte pour l’amélioration des conditions de vie des habitants. En s’adressant de manière indifférenciée à la “ communauté ”, les interventions ignorent la moitié “ invisible ” de la population cible. Ainsi, à la tête du programme de développement se trouvent uniquement des hommes.

La recherche MOST s’est intéressée à l’impact de divers programmes de développement sur la vie des femmes et sur l’équilibre des forces à l’intérieur de la cellule familiale entre hommes et femmes. Elle a mis en place une collaboration avec une ONG (Médecins du Monde - Suisse) qui travaille de manière participative et transparente avec la population.

Tout comme dans les autres pays de l’ex bloc de l’Est, sous le régime communiste, les femmes roumaines avaient été encouragées à offrir leur force de travail. Leur niveau d’éducation avait augmenté de façon significative et avait représenté pour elles un important instrument de promotion d’une nouvelle position dans la société. Cependant, leur présence dans les postes de direction est restée très modeste et leur implication politique, même si elle a été encouragée par un système de quotas, n’a pas significativement augmenté. La population rom, quant à elle, n’a pas été affectée de manière uniforme par les politiques communistes, ce qui explique



Rom people, for their part, were not all affected by communist policies in the same way, which explains the highly diverse range of paths pursued by the those living in Zabrauti. Already marginalized families regarded the subsequent transition process a leading to opportunities for economic freedom, unrestricted mobility and so on. Those who had formed part of the workforce under communism, on the other hand, saw the end of the regime and the acute economic crisis that followed in terms of fewer job opportunities and rising unemployment, especially among their ranks. Many women formerly accustomed to economic stability under communism suddenly found themselves faced with economic instability and dependence, as well as a sharp decline in state-provided social services for mothers and children. The cuts in state services, however, had less of an impact on the families and women who had managed to keep up their traditional profile.

The UNDP programme may have produced a measure of benefit for the inhabitants of Zabrauti in terms of certain improvements in their living conditions: a cleaner environment (cleared of household waste), no more police raids (thanks to a process geared to legitimizing the status of illegal squatters), upgraded infrastructure and positive results in the field of children's education. But nothing whatsoever has changed for the vast majority of local people as far as their various positions within the community or family group are concerned. The mechanisms regulating the balance of power between Rom men and women remain confined to within the family, as no new scope has opened up for negotiation and debate.

The women's social position has suffered as a result: they are more marginalized, more economically dependent and are withdrawing into increasingly patriarchal family relations. Within a context of total economic and social decline that fosters a feeling of inferiority and relations of dependency, more and more women are resorting to "state-assisted status" when they would prefer to be working to safeguard their endangered ethnic identity. Despite sharing responsibility for acquiring and managing household resources, and even though they have managed-by creating informal local solidarity networks-to overcome the demobilizing effects of withdrawal, a lack of confidence and mutual hostility, women have been prevented from fostering collective efforts to mobilize resources or otherwise contribute to community development and change their social conditions.

⁶ This programme prioritized efforts to legitimize the status of the neighbourhood's inhabitants and to upgrade the neighbourhood's infrastructure and environment. It also set out to address the issue of children's education, promoting special classes at a local school and subsidized places in a kindergarten.

la grande diversité des trajectoires des habitants de Zabrauti. Pour les familles déjà marginalisées, la transition est perçue comme la possibilité de nouvelles conditions de liberté économique et de circulation. Par contre, pour celles qui, sous le régime précédent, avaient bénéficié de l'intégration au marché du travail, la chute du régime et l'aggravation de la crise économique ont constitué une réduction des opportunités de par le chômage qui les affecte particulièrement. Bien des femmes qui avaient une situation économique stable pendant le régime communiste se sont tout à coup vues confrontées à la précarité et la dépendance économique, d'une part, et au déclin des services sociaux offerts par l'Etat pour la mère et l'enfant, d'autre part. Par contre, les familles et les femmes ayant davantage conservé leur profil traditionnel ont été moins affectées par la réduction des services de l'Etat.

Le projet du PNUD a servi dans une certaine mesure les habitants de Zabrauti par le biais d'une amélioration de leurs conditions de vie à certains égards : réduction de la pollution par les ordures ménagères, arrêt des rafles de police grâce au processus de légalisation impulsé par le programme, amélioration de l'infrastructure et résultats dans le domaine de la scolarisation des enfants. Mais la grande majorité des habitants ont assisté à ces changements sans que leurs positions dans la communauté ou au sein de la famille aient changé de quelque façon que ce soit. Par ailleurs, les mécanismes qui établissent l'équilibre des forces entre hommes et femmes demeurent ceux propres à la famille, puisque aucun nouvel espace de confrontation et de négociation n'est apparu.

Nous pouvons donc considérer que la position sociale des femmes a régressé : elles sont davantage marginalisées, sont plus dépendantes économiquement et se replient sur le cadre familial aux relations de plus en plus patriarcales. Par ailleurs, elles entrent de plein pied dans un statut " d'assisté " qui s'est instauré, construit sur une réalité économique et sociale totalement dégradée, engendrant des sentiments d'infériorité et des relations de dépendance, alors que ces femmes souhaitent avant tout affirmer leur identité ethnique mise en danger. Même si elles assument en partie la responsabilité de l'acquisition et la gestion des ressources du ménage, même si par ailleurs, à travers la création de réseaux informels de solidarité locale, elles ont dépassé les sentiments démobilisants du repli sur soi, du manque de confiance et des hostilités réciproques, ces éléments-là les ont empêchées de faire émerger de véritables actions collectives pour la mobilisation de ressources, ou pour d'autres objectifs de développement communautaire et de changement de leurs conditions sociales.

⁶ Ce programme s'est attelé en priorité à la légalisation des habitants du quartier et à l'amélioration de l'infrastructure et de l'environnement du quartier. Une autre dimension du programme a été la scolarisation des enfants par la création de classes spéciales dans une école de la zone et la subvention de places dans un jardin d'enfants.

Conclusion and prospects

Guidelines for future action

Our research with this project has focused more on gender relations than on the situation of women, while also seeking to explore the often neglected subject of how masculine identities are structured. Specific information on women, though, is still lacking. This calls not just for the gathering of statistical data but also for insight into their values and perceptions, their problem-solving initiatives, their struggles to organize and secure legitimate rights. Such information is a must for research on social processes and on transformations in gender relations and relationships of power.

In the light of the similarities and differences discovered through comparative analysis, we have identified a number of ways in which to foster better urban environmental policy-making and better, more gender-equitable, overall governance:

- work with the various grass-roots actors-men and women-to produce a clear definition of empowerment and its concomitant objectives;
- mainstream support for women's empowerment into national and municipal policies and programmes, with the participation of the actors concerned (particularly women, who are usually excluded);

Conclusion et perspectives

Pistes pour l'action

Dans cette recherche, nous avons travaillé sur les relations de genre plutôt que sur la situation des femmes, essayant aussi de considérer la construction des identités masculines, généralement peu prises en compte. Nous constatons cependant qu'il manque toujours des informations spécifiques sur les femmes. Il ne s'agit pas seulement de recueillir des statistiques, mais aussi des informations sur leurs valeurs, leurs représentations, leurs initiatives pour résoudre les problèmes, leurs luttes pour s'organiser et obtenir des droits légitimes. Ces informations sont nécessaires parce que complémentaires aux recherches sur les processus sociaux, les transformations des relations de genre et de pouvoir.

A la lumière à la fois des traits communs et des différences relevés dans cette recherche comparative, tentons quelques suggestions pour encourager une meilleure prise en charge des problèmes environnementaux dans les villes, et pour une meilleure gouvernance en général avec des relations de genre plus équitables. Dès lors, nous suggérons de :

- définir de manière claire avec les différents acteurs concernés, hommes et femmes, ce qui est entendu par empowerment et les objectifs qui y sont rattachés ;
- intégrer des programmes d'appui aux processus d'empowerment des femmes dans les politiques et programmes nationaux et municipaux, avec la participation des acteurs concernés (en particulier les femmes, habituellement exclues) ;

- carry out empowerment-monitoring research and assessments, with suitable indicators and methodologies;
- encourage women's empowerment initiatives supported by organizations that have strong economic foundations (and not just "small-scale" funds). Facilitate women's access to and control of the financial means needed to run the organizations in which they participate;
- promote training for women, especially in areas crucial to their community projects;
- work with men and women on the concept of citizenship;
- strive to deconstruct men's and women's socially constructed identities;
- stress the need to account for the myriad interlinkages between the reproductive, productive, community and political spheres in empowerment processes-for the latter cannot be confined to a single (strictly economic or political) domain;
- conduct critical analysis of the structure and functioning of local organizations, and their relations with the various decision-making authorities;
- encourage access for women to a formal place in decision-making, especially at the local and city levels.

One of the facts established by our research on gender relations and the urban environment is that globalization is accentuating a gender-biased community management process where women are expected to provide society with its essential services. Such an extension of women's reproductive role from the domestic to the community sphere burdens them with an extra workload without giving greater decision-making responsibilities in return. By forming networks and organizations, however, women are managing to breach that gender-biased model and to create the conditions for a new equilibrium.

Comparative study of widely differing on-the-ground contexts and experiences has produced a varied range of insightful findings that can

- développer des recherches et des évaluations pour suivre les processus d'empowerment avec des méthodes et des indicateurs appropriés ;
- encourager les initiatives d'empowerment des femmes fondées sur des organisations avec des bases économiques solides (et non seulement de " petits " fonds). Faciliter leur accès et contrôle des moyens économiques nécessaires au fonctionnement des organisations auxquelles elles participent ;
- encourager les programmes de formation pour les femmes, sans oublier ceux indispensables à leurs entreprises communautaires ;
- travailler à la notion de citoyenneté auprès des hommes et des femmes ;
- travailler à la déconstruction des identités socialement construites des hommes et des femmes ;
- insister sur la nécessaire prise en compte des multiples interrelations entre sphères reproductive, productive, communautaire et politique dans le processus d'empowerment. Celui-ci ne peut se limiter à un domaine (économique ou politique seulement) ;
- analyser de manière critique les structures et le fonctionnement des organisations et leurs rapports avec les diverses instances de pouvoir ;
- encourager l'accès des femmes à des places formelles de pouvoir, notamment dans les instances locales et municipales.

Un des constats auxquels aboutit cette recherche sur les rapports sociaux entre hommes et femmes et l'environnement dans les villes est que la mondialisation accentue la dérive de la gestion des affaires dans la communauté qui permet de faire reposer sur les femmes les services dont la société a besoin. Cette extension du rôle reproductif des femmes de la sphère domestique vers la sphère communautaire représente une surcharge de travail sans pour autant leur donner accès à plus de responsabilités politiques. Cependant, la constitution de réseaux ou d'organisations ouvre des brèches dans cette entreprise biaisée et permet des rééquilibres.

L'étude comparative d'expériences et terrains extrêmement différents permet de souligner divers aspects qui peuvent être source d'inspira-

serve as a source of inspiration to those seeking to define and implement new urban policies.

It has confirmed that relationships of power within the domestic and public spheres are interrelated; and that changes occurring in one are hard to stabilize without changes in the other.

It observed that the status quo as regards perceptions and conceptions of gender relations still prevails, even though gender relations are actually changing, thus hindering the chance of wide-ranging and sustainable transformation. So more thinking and work needs to be done on gender identities.

Men appear to have greater trouble transforming their identity, capacity for commitment and ability to contribute to urban programmes, not to mention the gender relations they maintain within the various authority structures (domestic and public). Unless there are changes in these areas, however, it will be hard to address the issue of gender-biased access to decision-making; grass-roots movements will run out of steam; and the women, lacking the support of their male living companions and co-workers in the organizations, will grow weary of their struggles.

It has also been made clear that the sustainability of grass-roots organizations, and their members' ability to plan for a longer-term future, very much depends upon how the latter have constructed and legitimized the latter's power structure (from inside or outside).

The question of whether the influence on a project's development is exerted from within that project or without is seen to be less crucial than whether or not it adopts a participatory and context-sensitive approach.

We have also found that the economic dimension of the organizations to which women belong is a critical factor for changing relationships of power and, indeed, for their empowerment. Another issue is the

tion pour ceux et celles qui cherchent à définir et mettre en œuvre de nouvelles politiques urbaines.

D'abord, il faut se rappeler que les relations de pouvoir dans la sphère domestique et publique interfèrent les unes sur les autres, les changements dans une sphère étant difficiles à stabiliser s'il n'y en a pas eus dans l'autre.

Il faut savoir que les représentations et l'imaginaire des rapports de genre perdurent même si ces rapports se sont transformés dans la réalité, les uns et les autres restent des entraves à des changements durables et globaux ; de fait, la réflexion et le travail sur les identités sont donc essentiels.

Les hommes semblent avoir plus de difficultés à transformer leur identité, leur capacité d'engagement et les possibilités de contribuer aux programmes urbains, ainsi que les relations de genre qu'ils entretiennent au sein des différentes instances (domestiques ou locales) ; or sans ces transformations, l'accès inégal aux décisions peut difficilement être modifié ; les mouvements de base s'essouffent, et la fatigue s'installe chez des femmes sans le soutien de leurs compagnons de vie ou de lutte. Par ailleurs, il semble que la manière dont se construit le pouvoir dans les organisations et dont il est légitimé par ses membres (de l'extérieur ou de l'intérieur) influence de manière déterminante sa pérennité et la possibilité pour les membres de se projeter à plus long terme.

Il est apparu que le type d'intervention, spontanée ou introduite de l'extérieur, n'est pas aussi déterminant dans l'évolution d'un projet que la démarche participative et conscientisante ; et que la dimension économique des organisations auxquelles participent les femmes est déterminante dans l'évolution des rapports de pouvoir, pour leur empowerment. Nous avons aussi pu observer que l'influence des politiques néo-libérales (transformations du travail des femmes, privatisation des services de base) peut aller de pair avec une " privatisation

influence of neoliberal policies (transformation of women's labour, privatization of basic services), which seems to entail a "privatization of struggles" that can lead to deadlock and, hence, reinforce unequal gender relations within the domestic sphere.

So gender-equitable decision-making in urban management calls for work on gender identities, with men as much as with women; greater access to information and training; and sound economic foundations to underpin the incipient women's empowerment within the organizations mainstreaming a gender perspective in their structures and procedures.

These findings can help the men and women inhabiting precarious city neighbourhoods to join in with and support the projects closest to their hearts. This practical side of our work is about to begin and will involve further fieldwork on the part of the various teams.

First of all, it will mean continuing to analyse the processes that enable men and women to gain access to and participate in decision-making in cities-especially at grass-roots level, in environment-related issue-areas, and based on research carried out in the field of gender relations and the urban environment. Then comes the task of identifying the mechanisms capable of supporting women in their endeavours to secure a recognized place in the realm of decision-making. A key part of this work will be to pinpoint the obstacles, sources of resistance and pioneering strategies inherent in the social practices that play a part in reformulating urban policy and that help foster urban governance conducive to equitable and participatory urban development.

Pinpointing areas of resistance is especially important. The problems affecting cities often boil down to a matter of management as much as, if not more than, means. The authorities should act as "facilitators" rather than merely "providers", helping people release themselves from dependency, find other sources to finance their activities, obtain the necessary permits and so on via a strategy aimed at grass-roots

des luttes ” qui mène à des impasses, renforçant les rapports domestiques inégaux entre hommes et femmes.

Un accès plus équitable au pouvoir sur les affaires de la communauté urbaine passe donc par un travail sur les identités de genre, tant avec les hommes qu’avec les femmes, mais aussi obligatoirement par un accès accru à l’information et à des formations, ainsi que la constitution ou le développement de bases économiques qui renforcent l’empowerment embryonnaire des femmes au sein d’organisations qui intégreront dans leurs structures et fonctionnements une perspective de genre.

Ces enseignements multiples permettent de mieux encadrer et “ faire avec ” les projets qui tiennent à cœur aux hommes et femmes des quartiers urbains concernés. Cette dimension plus concrète de la recherche est à venir et interpelle les équipes qui vont poursuivre dans ce sens leurs interventions sur les terrains.

Tout d’abord, bien sûr, il conviendra de continuer d’analyser, à partir des recherches effectuées sur les relations de genre et l’environnement urbain, les processus d’accès et de participation des femmes et des hommes aux prises de décision dans les villes, en particulier au niveau local et dans le domaine de l’environnement. Puis, il s’agira d’identifier les mécanismes permettant de soutenir l’accès des femmes aux prises de décision et la reconnaissance de leur place dans ce domaine. Pour ce faire, un travail important consistera à repérer les obstacles, les résistances et les stratégies novatrices inhérentes aux pratiques sociales qui interviennent dans la reformulation des politiques urbaines et favorisent une gouvernance de la ville propice à un mode de vie équitable et participatif.

Le repérage des résistances sera un aspect central des travaux. Le problème des villes est souvent, en effet, autant (ou davantage) un problème de gestion qu’un problème de moyens. Les autorités doivent jouer le rôle de “ facilitateur ” et non seulement de “ pourvoyeur ” de moyens : rompre les attitudes de dépendance, trouver des sources différentes de financement des actions, obtenir les autorisations nécessaires, sont

negotiating capacity building, not least for the women currently excluded from the decision-making processes and authorities.

Research centring on the concept of gender must also seek to restore as much room as it can to the value of the utopian ideas and perceptions inherent in such a concept, and to tackle issues in a manner that is holistic and attuned to the realities experienced by the women. As this is an action-oriented research project, efforts to foster urban governance according to new development paradigms by supporting women's empowerment and transforming gender relations—as well as the structuring of masculine identities—will therefore come about through capacity-building action in three main areas: training, economic and organizational.

It may appear somewhat pretentious to claim to be initiating “new development paradigms”. But what we are talking about here is chiefly a matter of understanding social phenomena conducive to ad hoc interventions that cannot in themselves correct gender imbalances, but will provide our partners (men and women) with support tailored to their pace and points of view.

Thinking as regards sustainability relies on ethical reflection concerning the sharing of both economic and decision-making responsibilities. Women too must have access to a place in these areas, and that is what our project will strive to achieve.

Another objective is to encourage our international research network to debate the findings and thinking with all of the actors involved. This will pave the way towards a joint effort on the part of local men and women, researchers (male and female), grass-roots movements and policy-makers, experts and activists to develop new forms of urban and environmental management that take account of the needs and expectations of one and all.

des exemples d'une stratégie de renforcement des capacités de négociation des populations, et en particulier des femmes, actuellement écartées des lieux et des processus de décision.

Dans une recherche articulée autour de la notion de genre, il importera aussi de redonner toute la place qui convient à la valeur des représentations et des rêves, inhérente à cette approche, et d'aborder les questions de manière holistique, conformément à la réalité vécue par les femmes. De sorte et en tant que projet de recherche-action, soutenir l'empowerment des femmes et par là, les transformations des relations de genre, sans oublier les changements dans la construction de la masculinité, pour une gouvernance urbaine selon de nouveaux paradigmes de développement passera par des actions à trois niveaux principaux : le renforcement des formations, des capacités économiques et des capacités d'organisation.

Prétendre initier de " nouveaux paradigmes " de développement peut paraître prétentieux. Nous voulons en ce sens surtout parler de compréhension de phénomènes sociaux qui permettent des interventions ponctuelles qui, à elles seules, ne corrigeront pas les déséquilibres mais épauleront nos partenaires (hommes et femmes) à leurs rythmes et selon leurs vues.

La réflexion sur la durabilité passe par une réflexion éthique soucieuse d'une socialisation des responsabilités, tant dans l'économie que dans l'accès aux processus de décision. Nous voulons que les femmes y aient aussi leur place et cette recherche travaillera à cela.

Un autre objectif est d'encourager le réseau constitué autour de cette recherche internationale à débattre des résultats et réflexions avec tous les acteurs concernés. Cela contribuera à élaborer ensemble - femmes et hommes, chercheuses et chercheurs, mouvements de base et responsables politiques, spécialistes et activistes - de nouvelles formes de gestion de l'environnement et le ville, qui prennent en compte les besoins et attentes de toutes et de tous.

Further reading on this project Autres publications sur ce projet

- Hainard, F., Verschuur, Ch., 2001, “*Filling the Urban Policy Breach : Women’s Empowerment, grass-roots Organizations, and Urban Governance*”, in *International Political Science Review*, n° 1, vol. 22, pp 33-54.
- Hainard, F., Verschuur, Ch., et al. 2001, *Femmes dans les crises urbaines, Relations de genre et environnements précaires*, Karthala, Paris.
- Hainard, F., Verschuur, Ch., et al. 2001, *Empoderamiento de las mujeres en las crisis urbanas, Género, medio ambiente y barrios marginados*, IEPALA, Madrid.
- *Neue Zürcher Zeitung*, 19/20 Januar 2002, “ Städte, Lebensumfeld und Geschlechtsrollen, ein Forschungsprojekt in sieben Ländern des Südens und des Ostens ”, F. Hainard und Ch. Verschuur.

Burkina Faso :

Mme Kadidia Tall

03 BP 7170
Ouagadougou 03
tél : 226 -36 21 58
e-mail: kadital@fasonet.bf

Sénégal :

M. Mohamadou Abdoul

mody@panos.sn

ENDA

Dialogues Politiques
B.P. 3370, Dakar
tél : 221 - 822 59 83
823 53 47 / 682 00 03
fax : 221 - 822 26 95
e-mail : diapol@enda.sn

Argentine :

M. Alvaro San Sebastian

Gral. Enrique Martinez 542
1426 Buenos Aires
tél / fax : 54 - 11 - 4553 12 37
54 - 11 - 4423 34 95
e-mail : asanse@fadu.uba.ar

Brésil :

Mme Sonia Alves Calio

rua Dr. Cicero de Alencar 96
05580 080 São Paulo SP
tél : 55 - 11 - 37 26 84 49
fax : 55 - 34 - 33 14 89 10
e-mail : socalio@altavista.net
sonia.calio@uniube.br
soniacalio@aol.com

République Dominicaine :

Mme Isabel Rauber

adresse personnelle :
calle 15 n° 6809 entre 68 y 70
Playa, Ciudad de la Habana, Cuba
tél : 537 - 203 57 29
tél (of.) : 537 - 209 51 98
e-mail : rauber@ip.etecsa.cu

Bulgarie :

Mme Iskra Dandolo

Institut de Sociologie,
Académie Bulgare des Sciences
15 rue San Stefano, 1504 Sofia
adresse postale : P.O.Box 29, Sofia 1504
tél : 359 - 2 - 43 87 55
fax : 359 - 2 - 80 37 91
e-mail : dandolo-far@uacg.acad.bg

Romanie :

Mme Cosima Rughinis

Department of Sociology,
Bucharest University
Boulevard Schitu Magureanu nr. 9,
sector 5, Bucarest
tél (of) : 40 - 1 - 314 03 26
fax / tél : 40 - 1 - 315 31 22
e-mail : crughinis@yahoo.com

UNESCO-MOST :

M. German Solinis

1 rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
tél : 33 - 1 - 45 68 38 37
fax : 33 - 1 - 45 68 57 28
e-mail : g.solinis@unesco.org
<http://www.unesco.org/most/homemost.htm>

Coordination :

M. François Hainard

Institut de Sociologie,
Université de Neuchâtel
Pierre-à-Mazel 7
2000 Neuchâtel
tél : 41 - 32 - 718 14 20 / 718 14 25
fax : 41 - 32 - 718 12 31
e-mail : francois.hainard@unine.ch

Mme Christine Verschuur

5 chemin des Vergers
01210 Ferney Voltaire, France
tél : 33 - 4 50 40 10 17
fax : 33 - 4 50 40 80 56
e-mail : christineverschuur@compuserve.com



Cuba, solar rénové

Cette brochure présente une synthèse du projet de recherche-action mené depuis 1997 avec le soutien de la coopération suisse, de la commission nationale suisse pour l'UNESCO et du programme MOST de l'UNESCO. Les résultats complets de la première phase de cette recherche sont publiés dans un ouvrage intitulé : Femmes dans les crises urbaines, relations de genre et environnements urbains précaires, 2001, éd. Karthala, Paris. Cet ouvrage existe également en espagnol : Empoderamiento de las mujeres en las crisis urbanas, Género, medio ambiente y barrios marginados, 2001, ed. IEPALA, Madrid. Certaines équipes de recherche ont en sus publié les résultats de leurs travaux sur place, sous différentes formes, de façon à être utilisés par les organisations locales. Les coordonnées des responsables des équipes sont indiquées à la fin de la brochure.



This brochure presents a summary of an action-oriented research project carried out since 1997 within the framework of the UNESCO-MOST programme, with the support of the Swiss Agency for Development and Cooperation and the Swiss National Commission for UNESCO. The full findings of the first phase have been published , in French, in a book entitled Femmes dans les crises urbaines, relations de genre et environnements urbains précaires, 2001, Karthala, Paris. This book is also available in Spanish : Empoderamiento de las mujeres en las crisis urbanas, Género, medio ambiente y barrios marginados, 2001, IEPALA, Madrid. In addition, some of the research teams have released their findings in a variety of other forms so that they can be used by local organisations. Contact details for the project managers are given at the end of this brochure.

